

EUROPE

Danemark

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 15 FÉVRIER

Le nombre des partis en compétition illustre l'aggravation de l'instabilité politique

De notre envoyée spéciale

Copenhague. — Sous le vent glacé qui souffle en rafales de la mer du Nord, les Danois s'apprêtent à aller aux urnes pour la troisième fois en trois ans et demi. La situation est donc assez instable. D'autant que, contrairement à ce qu'on croit, le scrutin du 15 février changera quelque chose à l'instabilité chronique du Folketing. L'instabilité chronique du Folketing est en effet d'origine récente, elle date des années 60 et l'espérance de voir un gouvernement arriver au terme normal de sa législature de quatre ans a disparu.

L'inconnue Glistrup

La grande inconnue du scrutin réside dans le Parti du progrès, qui a eu 24 élus en 1975, soit 4 sièges de moins qu'en son premier scrutin en 1971. On ne peut deviner à son chef le sens de l'opportunité. Apparu comme un météore dans le ciel politique danois de 1973, il a su mobiliser les mécontents, la classe moyenne accablée d'impôts,

conservateurs exaltés de la « bureaucratie social-démocrate », et de la société de tolérance, jaloux pour compte de la prospérité. M. Glistrup assure avoir pris des décisions, surtout chez les sociaux-démocrates, les conservateurs et les radicaux, et à un degré moindre chez les libéraux et les socialistes du peuple. M. Glistrup a tout du tribun. On est d'autant plus surpris de l'entendre s'exprimer d'une voix douce, sans effets oratoires, avec la patience et la minutie apprises d'un artisan de la vérité. Ce qui n'empêche pas son programme d'être d'une démagogie qu'on pourrait qualifier de naïve si son auteur n'avait la réputation d'un très sérieux professeur de droit fiscal doublé d'un homme d'affaires avisé.

La proposition de supprimer l'impôt sur le revenu, la « papeterie administrative et la jungle des lois », l'assurance que « les boulangers, les libraires et les médecins ne plus effrayer les gens qui fabriquent du pain, vendent des livres ou soignent des malades que lorsqu'ils remplissent des formulaires », peuvent toujours trouver un public, surtout en période de crise ou d'incertitude. Il reste à savoir si les incertitudes danoises seront assez profondes le 15 février pour donner au Parti du progrès un rôle d'arbitre au Parlement.

NICOLE BERNHEIM

Pays-Bas

LES GRÈVES S'ÉTENDENT BIEN QUE LE PATRONAT ACCEPTE D'INDEXER LES SALAIRES

(De notre correspondant)

Amsterdam. — Le mouvement de grève s'étend aux Pays-Bas, bien que le patronat ait fait une concession importante aux deux syndicats, socialiste et chrétien, en promettant pour 1977 une indexation automatique des salaires. Mais les syndicats veulent obtenir des négociations sur le pourcentage d'augmentation du pouvoir d'achat réel et sur le nombre d'emplois que créeront les investissements nouveaux dans les entreprises.

Bien qu'on ne puisse absolument pas parler d'une sorte de « état de guerre », la situation est sérieuse. Les négociations se poursuivent, mais les entreprises se sont considérablement durcies.

Le gouvernement centre-gauche de M. Den Uyl n'a pas voulu intervenir jusqu'à maintenant pour deux raisons : d'abord, pour l'année 1977, le patronat et les syndicats avaient exigé de mener des négociations libres, puisqu'en 1976 le gouvernement avait bloqué les salaires à deux reprises. Ensuite, il y a la perspective des élections législatives du 25 mai prochain. Le gouvernement n'est pas tellement enclin à prendre des mesures impopulaires juste avant cette consultation. Mais comment arrêter ce mouvement de grèves chez les ouvriers qui « découvrent » cette arme ?

MARTIN VAN TRAA

R. F. A.

La coalition gouvernementale et l'opposition s'affrontent à propos de la politique interallemande

De notre correspondant

Bonn. — Le dialogue de sourds continue entre l'opposition chrétienne-démocrate et la majorité à propos de la politique interallemande.

L'interview au Spiegel de M. Günter Gaus, représentant permanent de Bonn à Berlin-Est, a donné lieu à un débat au Bundestag. Le C.D.U.-C.S.U. soupçonne la coalition libérale social-démocrate d'être trop conciliante envers les deux États allemands. Les députés des partis gouvernementaux accusent l'opposition de rendre, par ses redondances, encore plus difficile une situation déjà difficile.

Des divergences d'opinion insurmontables ?

Dans l'interview publiée par le magazine de Hambourg, M. Gaus, en même temps qu'il représentait le C.D.U. à Berlin-Est, a déclaré que la R.F.A. à Berlin-Est depuis la ratification du traité fondamental, en 1972, a subi une dégradation récente des relations entre les deux États allemands. Cela peut conduire, selon lui, si l'on n'y prend garde, à une situation de « guerre froide » entre les deux États allemands. Pour obtenir des concessions de la R.D.A., M. Gaus, qui est sans doute le premier à avoir un tel climat, propose :

de « mettre entre parenthèses des divergences d'opinion fondamentales et insurmontables ». Et il cite deux exemples : la question de la nationalité allemande et le statut juridique de la frontière entre les deux États allemands, « en accord, bien entendu, avec la loi fondamentale », ajoutait-il.

Cette précision n'a pas suffi à la démocratie chrétienne. Car l'existence d'un seul peuple allemand est inscrite dans le préambule de la loi fondamentale (Constitution) de la R.F.A. L'existence d'une seule nationalité allemande a été réaffirmée par le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe dans son arrêt du 21 juillet 1973 sur le traité fondamental. En ce qui concerne la frontière entre les deux États, il s'agit, toujours selon cet arrêt, d'une frontière juridiquement comparable à celle passant entre deux Länder de la République fédérale.

Pour les autorités de Berlin-Est, au contraire, il existe deux nationalités, l'une attachée à la République fédérale d'Allemagne, l'autre à la République démocratique allemande, et la frontière est une frontière d'État. La R.D.A. tente souvent de justifier les incidents à la frontière par le refus de la R.F.A. d'en reconnaître le caractère international.

La position de principe définie par le tribunal de Karlsruhe a des conséquences pratiques. C'est ainsi que la représentation de Bonn, à Berlin-Est, considère les citoyens de la R.D.A. qui viennent demander conseil pour émigrer à l'Ouest comme des « Allemands » auxquels elle doit accorder sa protection.

Ce comportement a tout naturel pour Bonn constitue pour les autorités est-allemandes une « violation d'une charte internationale » dans leurs affaires intérieures. Il a servi de prétexte aux mesures de police prises, au mois de janvier, contre les Allemands de l'Est qui se rendaient à la représentation de la R.F.A.

« Des formules plus journalistiques que juridiques »

M. Gaus a proposé de chercher des « solutions et des attitudes qui soient d'innocentes confits politiques » entre les deux États allemands. Mais les limites tracées par la loi fondamentale et l'interprétation qu'en a donné le tribunal constitutionnel sont étendues. Le gouvernement fédéral ne peut les transgresser sans provoquer une tempête politique, non seulement dans l'opposition, mais aussi dans les rangs de la coalition.

La question est cependant de savoir si les déclarations de M. Gaus sont simplement une « reboute journalistique », comme on le dit dans les milieux gouvernementaux de Bonn, ou si le représentant permanent à Berlin-Est a exprimé trop haut et à un mauvais moment ce que le chancelier et ses conseillers cherchent discrètement. Dans le débat au Bundestag, M. Wilschowski, ministre d'État à la chancellerie, s'est refusé à blâmer M. Gaus et à désapprouver formellement le texte de l'interview a même dit certaines formules « fait plus journalistiques que juridiques ». Le ministre a conclu en affirmant que M. Gaus soutenait totalement la politique interallemande du gouvernement fédéral et qu'il n'était pas question qu'il quitte son poste.

DANIEL VERNET

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

L'offensive contre les opposants va se poursuivre indique la « Pravda »

De notre correspondant

Moscou. — L'offensive déclenchée contre les dissidents soviétiques ne s'arrête pas. Quelques heures après que l'agence Tass ait confirmé l'arrestation de M. Youri Orlov, l'un des fondateurs du Comité de surveillance de l'application des accords de Helsinki (1), la Pravda de ce samedi 12 février publiait un très long article destiné en partie à justifier les arrestations déjà effectuées dans les milieux communistes. Cet article, qui n'est pas signé, a la valeur d'une déclaration de principe des plus hautes autorités du parti.

La déclaration, qui s'étend sur cinq colonnes et qui s'intitule : « Que cache le tapage à propos des droits de l'homme ? », laisse clairement entendre que les organes de sécurité n'en resteront pas là dans leur lutte contre « les renégats », qui, « sous le couvert de la lutte pour les droits de l'homme et sous le prétexte d'améliorer le système soviétique (...), violent la loi en se livrant à la propagande et à des actes antisoviétiques (...) » puisés par les articles 70 et 78 du code pénal de la Fédération de Russie. La Pravda, qui réaffirme longuement que les dissidents et agissent en liaison avec des centres antissoviétiques de l'étranger, a fait d'autre part état d'une « masse de lettres » reçues par les journaux soviétiques et dont les auteurs « condamnent les traités et les ennemis du pouvoir soviétique ».

« Action de diversion »

Cet article, visiblement destiné à la consommation intérieure, n'est pas sans intérêt. Il résume de voir dans les récents événements de Tchécoslovaquie, d'Allemagne de l'Est, de Pologne et d'U.R.S.S., le résultat d'un complot ourdi en Occident. « La presse, les radios et les télévisions de nombreux pays occidentaux, affirme notamment la Pravda, ont déclenché une offensive de propagande sous prétexte d'appuyer une pensée antisocialiste dite Charlie 77, jadis qu'il y avait toutes pièces par un groupe de personnalités contre-révolutionnaires de droite qui ont dévié leur vrai visage antisocialiste en 1968 en Tchécoslovaquie : une prétendue campagne en faveur des droits des ouvriers qui se seraient mis en cause en Pologne ; un remue-ménage permanent à propos des mesures prises par la R.D.A. pour défendre ses droits légitimes ; beaucoup de bruit en fin pour une poignée d'individus qui, en U.R.S.S., animés par un état d'esprit antisocialiste, colonisent leur patrie et leur peuple et qui seraient solidement persécutés pour leur non-conformisme ».

Cette « nouvelle campagne communiste déchaînée contre les pays socialistes » ne serait, selon la Pravda, qu'une action de diversion minutieusement préparée et coordonnée. Cette campagne aurait pour but « de détourner l'attention des masses populaires de la crise profonde que subit le système capitaliste » ; elle représenterait « la réaction du capitalisme à ses multiples défaites » et témoignerait « de la faiblesse du capitalisme et non pas de sa force ». Car « les forces de la réaction craignent la progression dynamique des pays socialistes dans toutes les sphères

de la vie sociale, craignent leur exemple toujours attrayant, leur influence sur les travailleurs des pays capitalistes ».

La Pravda, qui rappelle que « la détente suppose le respect mutuel des souverainetés des États et des coutumes des peuples » et dénonce de nouveau « l'immixtion dans les affaires intérieures des pays socialistes », critique indirectement le président Carter en condamnant la démarche récente du département d'État américain, qui a manifesté une solidarité trop touchante envers les non-conformistes en U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie. L'organe du

P.C. soviétique affirme également que la campagne en faveur des droits de l'homme est destinée à « déstabiliser et à ébranler les forces sociales et politiques progressistes des pays capitalistes, à discréditer le socialisme réel et à faire s'opposer les P.C. occidentaux aux P.C. des pays socialistes ».

Il est significatif que la Pravda ne puisse faire état que de deux déclarations récentes de P.C. occidentaux condamnant la campagne en faveur des droits de l'homme. L'une émane de M. Sinesko, leader de la fraction prosoviétique du P.C. finlandais ; l'autre, du journal des communistes néerlandais.

En conclusion, la Pravda reconnaît : « Nous avons des difficultés, et nous les connaissons mieux que nos adversaires. Nous ne les cachons pas, et nous travaillons pour les surmonter. » Il s'agit là, semble-t-il, d'une concession à l'opinion publique, qui, selon des rumeurs de plus en plus nombreuses et concordantes, manifesterait quelque lassitude dans certaines régions du pays, encore moins bien approvisionnées que les « vitrines » que constituent Moscou, Kiev et Leningrad.

JACQUES AMALRIC

(1) Selon l'agence, « un certain Orlov » a été arrêté « conformément à la procédure légale » pour avoir pas défilé à une manifestation de la « jeunesse », pour être « comploté de façon prémeditée » à avoir incité une manifestation le 10 février dernier alors qu'il était interrogé par le procureur adjoint de Moscou.

EN VISITE A ROME

M. Cunhal refuse de soutenir « des gens qui ont pu violer les lois des pays socialistes »

De notre correspondant

Rome. — M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, n'a pas été invité à la conférence de Madrid qui doit réunir, vers la fin du mois de février, MM. Berlinguer, Carrillo et Merle. Par conséquent, le P.C.P. ne participe pas à cette initiative. Si des propositions en ce sens devaient encore lui être faites, il les étudierait.

M. Cunhal a donné ses précisions au cours d'une conférence de presse, vendredi 11 février. Il a guère expliqué le sens de sa visite à Rome. Si les communistes italiens avaient invité une délégation portugaise à un échange de vues dans la capitale italienne, ils ont été surpris d'apprendre qu'elle serait conduite par le secrétaire général en personne. Déçu et un peu lâché par les communistes français, qui ont pris un virage spectaculaire, le P.C.P. cherchait-il un appui du côté des Italiens qui, pour s'être engagés plus tôt sur une voie « révisionniste » et avoir ouvertement critiqué leurs camarades portugais, n'en ont pas moins toujours gardé le contact avec eux ? Au cours de sa visite à Rome, M. Cunhal avait quelques ironies. Cela ne contentait de s'entretenir avec des hôtes, il a également tenu à voir le secrétaire du parti socialiste. M. Bettino Craxi, et les dirigeants — bien peu révolutionnaires — des partis social-démocrate et républicain.

Venir à Rome ne signifie pas se convertir à l'eurocommunisme. « Nos idées sont indépendantes des déviations géographiques », a dit M. Cunhal avec quel ironie. Cela ne l'empêche pas d'adopter légèrement, cette mise au point en se fondant sur un concept cher aux Italiens, celui des « voies nationales au socialisme ». « Nos idées se fondent sur l'analyse de notre réalité nationale », laquelle est

différente de celle des pays voisins. En regard sur le plan économique, le Portugal est, au contraire, plus avancé sur le plan social, puisque la révolution d'avril 1974 a éliminé les grandes monopoles et le capitalisme d'État. Le P.C.P. ne peut donc proposer « des mêmes solutions » que le P.C.F. ou le P.C.I. — à noter au passage que M. Cunhal ne croit pas à l'existence d'un « parti-gauche », même si, à ses yeux, certains partis communistes ont un rôle plus important que d'autres.

C'est un peu dans le même esprit que M. Cunhal répond aux questions sur l'entrée du Portugal dans le Marché commun. Les disparités économiques qui existent entre son pays et les membres associés de la C.E.E. sont trop grandes pour permettre une telle intégration. Mieux vaut des accords économiques précis. Si néanmoins l'entrée du Portugal dans la Communauté devait se concrétiser, il faudrait des dispositions particulières pour empêcher « un effondrement de notre économie ».

M. Cunhal a naturellement été interrogé sur la dissidence en Union soviétique et dans les autres pays socialistes. Sur ce point, la position de son parti n'a guère varié. « Déjà au temps de la dictature de Salazar, le P.C.P. avait été invité à participer à des initiatives pour appuyer la dissidence. Nous avons toujours refusé. Nous ne pouvons confondre les peuples qui sont victimes de dictature ou d'exploitation capitaliste et des gens qui ont pu violer les lois des pays socialistes. D'autre part, nous devons distinguer entre le rassemblement des forces nationales, qui sont objectivement nos alliés, et nos ennemis internationaux ».

ROBERT SOLÉ

J.C. POLACK
D. SABOURIN

LA BORDE
OU LE DROIT
A LA FOLIE

PREFACES DE
F. GUATTARI ET J. OURY

UNE CLINIQUE PSYCHIATRIQUE
HORS DU COMMUN

CALMANN-LEVY

ILLAESCUSA

es étiez du GRAPU...

changer leur direction, le...
d'autre groupe de jeunes...
dont parle Grapou, est...
la perte de l'engagement...
peut. Une telle forme...
la parole, mais tout de...
la parole, mais tout de...
passer la main à un...
Sous la main d'un...
C'est la parole, tout de...
dans la parole.

Les choses ont changé...
L'année dernière, le...
M. Gaus, qui a été...
art. Gaus, qui a été...
la parole de l'année.

Les choses ont changé...
L'année dernière, le...
M. Gaus, qui a été...
art. Gaus, qui a été...
la parole de l'année.

Une maladie endémique

La « socialisme » est devenu...
une maladie endémique de la...
vie politique danoise. En...
1973, cinq partis ont vu le...
jour, ce qui a fait de la...
formation parlementaire. Les...
nouveaux venus ont enlevé...
près de la moitié des sièges...
au scrutin suivant, le plus...
remarquable de tous, le...
parti du Progrès de l'ouest...
Mogens Glistrup avait déjà...
perdu 23 % de ses voix, tandis...
qu'une formation plus ancienne...
les gauchistes, disparaissaient...
du Parlement. Cela, tout...
un soulèvement, est la...
manifestation de la...
pensée danoise, qui demande...
notamment une répartition...
des pensions de retraite...
proportionnelle aux autres...
ressources.

énigmes

La crise économique aidant...
sans emploi, une inflation de...
14 %, 20 milliards de couronnes...
de déficit du commerce extérieur...
ou va remettre en question...
des décisions qui paraissent...
acquiescées.

C'est ainsi que les gauchistes...
rapportent en guerre contre...
l'adhésion du Danemark à la...
Communauté européenne. Ils...
soutiennent en cela par le...
parti communiste (7 élus) et...
les deux formations d'extrême...
gauche (socialistes 4 élus) et...
gauche socialiste (4 élus),...
qui considèrent d'autre part...
les gauchistes, partisans de la...
libre entreprise et d'une...
diminution des dépenses...
publiques, comme d'abominables...
réactionnaires.

DIPLOMATIE

Les chrétiens populaires (9...
élus) qui ont notamment la...
faveur des luthériens intrinsèquement...
généralistes du judaïsme occidental...
se battent pour la « réchristianisation...
de la société danoise », luttent...
contre l'avortement et la...
pornographie et veulent que les...
enfants soient élevés « par les...
familles et pas par l'État », et...
soutiennent la politique...
économique des sociaux-démocrates.

Les libéraux (48 élus), qui...
ont appuyé en d'autres...
circonstances les sociaux-démocrates...
révèlent de la situation économique...
et de la situation économique...
développée les petites et...
moyennes entreprises, meilleure...
source d'emplois, selon eux, que...
la grande industrie. En matière...
sociale, cependant, un seul...
accusé en question par une...
formation, aussi réactionnaire...
soit-elle : le droit des...
femmes à l'égalité politique...
familiale, professionnelle et...
sexuelle avec les hommes.

Pour les sociaux-démocrates...
(53 élus), qui, après leur relative...
éclipse de la fin des années 60...
ont opéré une belle remontée, il...
s'agit de choisir des partenaires...
Même si, comme le croient les...
observateurs, ils gagnent encore...
des voix, ils resteront minoritaires...
au Parlement. Ils devront, dès...
lors, choisir de s'appuyer à droite...
ou à gauche, si ces vocables ont...
une signification dans la conjoncture...
actuelle.

En août, le premier ministre...
M. Jørgensen, avait conclu un...
compromis avec trois formations :...
les radicaux (13 élus), les chrétiens...
populaires (9 élus), et le...
Centre démocrate (4 élus). Mais...
le total des 79 voix des quatre...
partis ne faisait tout de même...
pas une majorité sur les 179 élus...
Incapables d'obtenir l'appui des...
partis de gauche et d'extrême...
gauche sur le blocage des...
augmentations salariales, les...
démocrates devront donc, s'ils...
reviennent au pouvoir, étendre...
leur alliance avec les gauchistes...
notamment les conservateurs...
(9 élus), les libéraux et le...
parti du Progrès étant évidemment...
exclus.

Pour M. Baunsgaard, chef du...
parti radical, qui fut premier...
ministre de 1968 à 1971, le seul

POLITIQUE

POINT DE VUE

« FOLLEMENT AMUSANT »

Il est des vérités si étonnantes qu'elles aveuglent. Depuis des mois, un certain nombre de dignitaires du régime et de thuriféraires du pouvoir s'obstinent à nier l'évidence : le conflit d'embellies de Giscard-Chirac, la crise ouverte au sein de la majorité, la remise en cause des institutions. Depuis le 28 janvier, la réalité s'impose à tous : M. Chirac a rompu avec M. Giscard d'Estaing. Les gaullistes, rassemblés sous le nouveau sigle du R.P.R., se lancent à la reconquête de l'Etat Suprême par la voie du premier parti de la majorité et aussi, désormais, le premier parti d'opposition au président. M. Chirac tient dans ses mains le destin politique de M. Giscard d'Estaing. Il suffirait qu'il ordonne le retrait des ministres R.P.R. ou, que la rentrée parlementaire, il refuse le soutien de ses députés pour que le président se trouve dans l'impossibilité de gouverner.

L'avenir du chef de l'Etat, des institutions et, dans une certaine mesure, des Français dépend donc aujourd'hui de ce que fera ou ne fera pas M. Chirac. Notre peuple, ne semble-t-il, ne peut qu'appréhender un sentiment d'inquiétude et, pour quoi ne pas le dire, de honte à l'idée qu'il se trouve dans une pareille situation, à la merci de la volonté d'un seul homme. C'est dire combien les institutions de la V^e République, faites sur mesure pour le général de Gaulle, sont loin d'être propres à assurer, en toutes circonstances, le libre jeu de la démocratie. L'entreprise de M. Chirac menace la démocratie. Cependant, les données du jeu demeurent complexes. M. Chirac représente-t-il un vrai danger ? Pour tenter d'en juger, il faut examiner où en sont aujourd'hui le président de la République, les institutions, le gauchisme.

M. Valéry Giscard d'Estaing n'est plus - chef de l'Etat - que de nom. S'il continue d'exercer ses prérogatives constitutionnelles, c'est parce que M. Chirac le veut bien. S'il continue à présider le conseil des ministres, c'est parce que M. Chirac n'a pas retiré ses ministres. S'il continue à pouvoir se dire soutenu par une majorité à l'Assemblée, c'est parce que l'Assemblée ne siège pas et que M. Chirac n'a pas décidé (ou moins, pas encore) de retirer sa propre confiance au gouvernement.

Les faits sont là : arrivé au tiers de son mandat, M. Giscard d'Estaing a échoué. Il a échoué dans son rôle de « président de tous les Français », puisque selon son propre aveu, les Français demeurent aujourd'hui aussi divisés qu'ils l'étaient au temps de la campagne présidentielle et, plus que jamais, les partis d'extrême gauche lui demeurent irréductiblement hostiles. Il a échoué au tant que

par
PIERRE BOURGADE (*)

chef d'une aléatoire « majorité présidentielle » puisqu'il a, de lui-même, renoncé à s'en prévaloir. Il a échoué en tant qu'arbitre d'une majorité « pluraliste », puisque à peine a-t-il parlé de pluralisme que cette majorité a éclaté.

Tout au long de ces dix journées décevantes, les « peu glorieuses » de la réunion de presse du 17 janvier à la rupture avec Jacques Chirac, le président de la République, multipliant les maladroits, a donné l'impression non seulement d'être hors d'état de maîtriser la situation politique, mais même de l'appréhender.

On sait sans doute difficilement trouver un seul Français (et mal informé qu'il soit) qui ne pense que M. Chirac, s'étant déclaré candidat à la mairie de Paris et ayant ainsi franchi le Rubicon, pouvait revenir en arrière. Car France existait cependant : c'était M. Valéry Giscard d'Estaing !

Narcotique hier, le « chef de l'Etat » semble vivre, depuis quelques temps, dans un état de somnambulisme politique. « Je ne permets pas qu'on touche aux institutions », mais Chirac ? « Je ne permets pas les divisions, le bruit, l'agitation », mais Chirac ? « Je ne permets pas la discorde », mais Chirac ? A voir M. Giscard d'Estaing grave et digne, déambulant dans les cérémonies officielles, prononçant des discours académiques, participant à des débats anodins, mais, s'il vient à parler de la situation politique et sociale, à l'entendre (soit des propos qui démontrent qu'il est entièrement coupé de la réalité, soit qu'il éprouve un malaise. On se demande comment un homme qui vit hors de la réalité, et qui, pour cette raison, s'est révélé incapable d'incarner le cours d'événements qui se déroulent au cœur même du pays - « majorité », réagit en cas de crise grave pour la France. Un président somnambule ? M. Giscard d'Estaing se veut le garant des institutions, mais il n'est pas l'homme des institutions. D'ailleurs, qu'en reste-t-il ?

Pratiquement rien, sinon des formes « formées » sauvegardées, mais jamais quand ? Les institutions de la V^e République sont fondées sur la primauté du chef de l'Etat, sur l'existence d'une majorité hôte au chef de l'Etat, sur la stabilité de l'exécutif. Ces conditions cessent d'être remplies : M. Chirac vient de balayer publiquement l'autorité du chef de l'Etat, le principal parti de la majorité est hostile au chef de l'Etat ; l'existence du gouvernement dépend de la volonté d'un chef de parti

(M. Chirac) et non de la seule volonté du chef de l'Etat. En dix jours, les institutions de la V^e République ne sont devenues qu'une fiction.

On éprouve, tout à la fois, un plaisir de caractère quasi esthétique à l'idée que ce sont les gaullistes qui ont fait à M. Chirac, afin de tenter de reprendre le pouvoir, l'offre de la lettre et de l'esprit de textes qu'ils ont mis au point et votés. Il est, il faut le reconnaître, fidèle à l'esprit de de Gaulle, pour qui la raison d'Etat primait tout. Il ne fait aucun doute que le chef du R.P.R. et ses troupes assument aujourd'hui que l'Etat doit être préservé d'un succès de la « coalition socialo-communiste » par tous les moyens.

Or, le jeu normal des institutions ; les conditions dans lesquelles semblent devoir se dérouler les prochaines élections législatives ; la probabilité d'une victoire de la gauche ; la décision de M. Giscard d'Estaing de rester à l'Elysée tout qu'il arrive, donc, la fin des comptes, mis en œuvre du programme commun dans le cadre même de la V^e République, c'est plus que n'en peuvent supporter M. Chirac et les gaullistes.

Et puisque les institutions qui devaient préserver à jamais la France du socialisme (« Nous sommes au pouvoir pour cent ans », affirmait naguère l'un des dignitaires du régime, le parolier autour du Mal Chirac), paraissent, au contraire, avoir perdu leur raison d'être, nous sommes en droit de nous demander si, pour le moment, il n'est pas plus sage de se demander si les institutions ne valent rien.

Bien sûr, M. Chirac se défend de porter un tel jugement. Il affirme respecter les institutions, tout comme il affirme, en le défiant et en le ridiculisant, respecter le président de la République, Palloches. Pure tactique. La mairie de Paris, perle de la main, M. Chirac, pendant quelques semaines, va se garder de « faire des vagues ». Mais il n'a déjà pu s'empêcher de dire que si la gauche l'emportait en 1978, M. Giscard d'Estaing ne pourrait rester à l'Elysée. Chantage au chaos, dans le droit fil du gaullisme. Mais quelle solution, alors, pour M. Chirac, si la gauche gagne ? La force ? La guerre civile ?

La gauche, pour l'instant, ne semble pas, à l'heure de l'importance excessive à l'entreprise de M. Chirac, vouloir le faire. M. Chirac et M. Giscard d'Estaing sont d'accord : il s'agit, pour la droite, d'occuper d'une fausse querelle, d'occuper le maximum de terrain, en redistribuant les cartes. Pour le P.S., l'analyse à court terme est plus nuancée, mais, à long terme, elle rejoint l'analyse du P.C. L'un des principaux responsables du P.S., M. Michel Rocard, s'exprimant sur les ondes d'Europe 1 le 1^{er} février, déclarait : « follement amusant » la situation créée par la candidature de M. Chirac à la mairie de Paris.

L'inadéquation évidente de ces analyses tient sans doute au fait que, pour la gauche, la situation actuelle peut être appréciée de deux manières radicalement différentes. D'une part, l'attachement progressif du président de la République et l'effritement des institutions permettent à la gauche de penser que, en cas de victoire aux prochaines élections, sa prise de pouvoir s'en trouverait grandement facilitée. Tout ce qui cessait le président de la République, tout ce qui cessait les institutions, dans leur interprétation présidentielle, serait la gauche. M. Chirac est donc la gauche. C'est pourquoi la gauche le laisse faire.

Mais on peut penser, tout au contraire, que l'entreprise de M. Chirac n'est qu'un début. Que si M. Chirac est élu maire de Paris, ce qui n'est pas improbable, il disposera d'une tribune qui, par la force des médias, en fera, à long terme, un personnage omniprésent sur la scène politique. On peut penser que cette omniprésence, alliée à la dynamique du personnage et à un certain mauvais goût de certains Français pour tout discours ouvertement réactionnaire, sera de nature peut-être, à détourner la faible pourcentage d'électeurs flottants qui, ayant assuré la victoire de M. Giscard d'Estaing en 1974 et étant prêts, actuellement, à assurer la victoire de la gauche aux prochaines élections législatives, pourraient se tourner vers M. Chirac.

En attendant le président de la République, en attendant de leur contenu les institutions, M. Chirac n'aurait pas alors travaillé pour l'installation à l'hôtel Matignon de M. François Mitterrand, mais pour lui-même.

Est-il possible d'un semblable calcul ? S'il n'en est pas capable, la gauche n'a qu'à continuer à le laisser faire. S'il en est capable, les partis signataires du programme commun pourraient se réunir et chercher les moyens d'alerter l'opinion, avant qu'il ne soit trop tard.

(*) Servato

S'ADRESSANT AUX CLASSES MOYENNES

MM. Debatisse, Gingembre, Combe, Charpentier et Monier créent les « Groupes Initiative et Responsabilité »

MM. Michel Debatisse, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), Léon Gingembre, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), Francis Combe, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (A.P.C.M.), Yves Charpentier, président de la Confédération générale des cadres (C.G.C.), et le docteur Jacques Monier, président de la Confédération des syn-

dicats médicaux français (C.S.M.F.), ont co-signé une lettre, adressée aux responsables départementaux de l'agriculture, de l'artisanat, des cadres, des professions libérales, des petites et moyennes entreprises, leur annonçant la création d'une « structure de réflexion et d'action dénommée « Groupes Initiative et Responsabilité » (G.I.R.). La lettre a été envoyée le 12 janvier ; la naissance des G.I.R. devrait être annoncée officiellement début mars.

Dans l'exposé des motifs, les signataires ont noté : « S'agissant des difficultés auxquelles sont actuellement confrontés nos différents catégories socio-professionnelles, il nous est apparu d'un grand intérêt de nous concerter, tant au niveau national que départemental, pour entreprendre ensemble l'étude d'un certain nombre de problèmes communs, par exemple : la sauvegarde des libertés individuelles et professionnelles ; le respect de l'initiative individuelle et de la responsabilité dans les entreprises et l'économie ; les problèmes fiscaux, sociaux et de sécurité sociale ; la nécessité d'obtenir un statut juridique, pour l'entreprise familiale, comprenant la reconnaissance légale de la femme, collaboratrice de son mari, dans l'entreprise... »

« Trop souvent, ont ajouté les auteurs, nos catégories professionnelles ont été divisées sur des questions fondamentales qui ont été opposées les uns aux autres. Nous avons estimé que cette situation devait cesser. C'est dans cet esprit que la structure d'action et de réflexion dénommée Groupes Initiative et Responsabilité a été créée, à sans laquelle nous pourrions engager, tant au niveau départemental que national,

les discussions en vue de préparer des propositions concrètes ». Les auteurs de la lettre ont demandé aux différents destinataires, « début 1977, de participer à des réunions de travail avec les responsables locaux des secteurs économiques différents de celui auquel ils appartiennent et dont les noms leur seront communiqués prochainement, pour mettre à l'étude les documents qu'ils leur enverront courant février ».

Les signataires ont fait suivre une déclaration de principes : « Ensemble et unis par le dévouement commun qu'implique la responsabilité au regard des autres, nous pourrions, grâce à nos militants des villes des bourgs et des villages, faire entendre notre voix dans un esprit nouveau. Au-delà de l'expression de notre mécontentement actuel, de nos multiples tracasseries administratives et équivoques politiques dont nous sommes l'objet, nous devons nous consacrer à des solutions susceptibles de mobiliser les volontés et de faire renaitre l'espoir parmi nos collègues... »

« Au moment où la plus grande confusion règne dans les esprits de nos concitoyens, il faut espérer que — confrontés aux réalités journalistiques et engageant leur res-

pensabilité dans leurs décisions — ceux qui ont la foi en nos jours meilleurs arriveront à faire entendre raison à tous ceux qui promettent la facilité et conduisent à l'irresponsabilité ».

Apparemment, les cinq auteurs de cette lettre ont souligné qu'ils ne cautionnent aucune des actions tendant à regrouper les classes moyennes, « qui sont le fait de personnalités non représentatives de nos professions », et ils ont demandé « de ne pas y souscrire en plan local ».

Intervenant le 4 février devant les délégués du Massif Central, à Clermont-Ferrand, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., avait déclaré : « Vous (les agriculteurs) avez une mission sociale à remplir dans la France de demain. Vous l'avez d'ailleurs bien comprise et vous l'avez montrée, monsieur le président (Michel Debatisse), en décidant de vous rapprocher de tous ceux qui partagent avec vous la même foi et la même ambition. Au sein des classes moyennes, avec les chefs de petites et moyennes entreprises industrielles, avec les commerçants et artisans, avec les membres des professions libérales et aussi avec les cadres, vous pouvez utilement contribuer à la prise de conscience dans la France à besoin aujourd'hui... »

APRÈS LA CRÉATION DU MOUVEMENT DES SOCIAUX-LIBÉRAUX

M. STIRN : M. Chirac perd son sang-froid.

M. Olivier Stirn a répondu samedi 12 février à M. Jacques Chirac, qui, à propos du lancement du Mouvement des sociaux-libéraux, avait estimé que chaque fois qu'il quitte M. Stirn des yeux pendant cinq minutes ce dernier fait une bêtise (le Monde du 12 février).

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM répliqua : « J'ai créé les sociaux-libéraux parce que j'ai le sentiment qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la vie politique française. Ils répondent à un besoin profond de mon pays et j'en suis sûr, car j'ai vu les faits eux-mêmes et conviction. Ce faisant, je n'aurais pas l'intention d'entrer dans des polémiques personnelles et encore moins avec Jacques Chirac... »

« J'observe avec tristesse que, pendant tout le temps de la campagne électorale, les candidats sociaux-libéraux n'ont pas de son avis, Jacques Chirac adopte des réactions peu conformes à ses ambitions... »

« La fédération de la Martinique du R.P.R. a fait une déclaration dans laquelle elle dénonce, au sujet de la création du Mouvement des sociaux-libéraux par M. Olivier Stirn, une attitude qui est le symptôme d'un profond mépris pour les populations des départements et territoires d'outre-mer ». Le R.P.R. a répliqué : « Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM n'est pas habilité à parler au nom des gaullistes ».

« Le bureau exécutif du Mouvement pour le socialisme par la participation a publié jeudi 10 février une déclaration relative à la création de trois de ses membres au Mouvement des sociaux-libéraux, créé par M. Stirn (le Monde du 11 février). Le bureau a déclaré : « Trois jeunes gens sans mandat, malgré leur exclusion du M.S.P., continuent à faire des déclarations au nom de notre mouvement ».

En Polynésie

M. FLOSSE S'INQUIÈTE DES INITIATIVES DE M. SANFORD

M. Gaston Flosse, président (R.P.R.) de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, s'est inquiété des déclarations de M. François Sanford, député non-lésoré du Territoire, estimant que, « dans l'état actuel des choses », il ne voit qu'une solution pour la Polynésie : l'indépendance. M. Flosse souligne : « C'est très grave. J'espère que le député reviendra sur sa décision. Je suis pour une part décidé à négocier le statut, conformément au calendrier établi avec M. Michel Pompidou. Je reste confiant. Le projet qui nous a été communiqué est en progrès par rapport au statut actuel, mais il faut lui apporter des amendements ». De son côté, M. Francis Vauzelle, président sortant de l'Assemblée territoriale (il ne reconnaît pas l'élection de M. Flosse), qui a rejoint de front un pour l'autonomie interne, a déclaré : « Le député n'a en aucun cas engagé le Front pour l'autonomie interne. C'est l'honneur, c'est le député et la responsabilité qui a fait des déclarations à titre personnel, sachant très bien que nous ne pouvons pas nous en servir pour faire des réformes politiques que cela comporte ».

RECLASSEMENTS

« Le clivage socialiste général du parti républicain radical et radical socialiste » au sein du parti républicain radical. C'est au sein des listes du R.P.R. que les radicaux ont voté le plus d'élus municipaux. Elle aurait dû ajouter qu'en tout état de cause, les radicaux sont surs de gagner, puisqu'ils seront présents sur toutes les listes, de droite, de centre et de gauche.

Voilà un bel exemple de stérilité organisée. Quand chaque parti politique se sent radical et radical socialiste, le parti radical socialiste ne sera-t-il pas le plus radical ?

Sans l'avoir spécialement cherché, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer opiné dans le même sens. En un secteur déterminé de l'économie politique, le centre gauche, par exemple, il voudrait voir coexister plusieurs parties différentes ou, selon sa loque expression, plusieurs familles de sensibilités différentes : des gaullistes, des socialistes, des radicaux et (c'est la maladroite des choses) des centristes.

« J'ai dit, beaucoup d'hommes politiques avaient le cœur à gauche et le portefeuille à droite. Aujourd'hui, notre jeune ministre a le portefeuille partout et le portefeuille au centre gauche. »

JEAN RIVOIRE.

« M. Jean Chabronnet, ancien ministre, président de la Fédération des républicains de progrès, a déclaré, vendredi 11 février : « Vous sommes à l'intérieur du courant gaulliste de gauche, nous avons une identité de vues sur le fond avec le Front progressiste, mais nos méthodes divergent. Nous préférons d'abord constituer une base militante autour d'idées précises ».

L'Association Francophone d'Accueil et de Liaison (A.F.A.L.), 47, rue de Lille, 75007 Paris, (tél. 544-07-33) organise, du 15 au 18 février, sous le patronage de la Commission française de l'UNESCO, une semaine de la francophonie.

La semaine inaugurée aura lieu à l'UNESCO, le mardi 15 à 10 h. 30 sous la présidence de son directeur général M. Mahabir BHOW, en présence de M. René EASY, Ministre de l'Education.

Les séminaires porteront sur l'information, les langues scientifiques, médecine et droit, la regroupement universitaire, langue et théorie, édition et diffusion.

Palais de l'UNESCO : 7, place Fontenay, 75007 Paris. Entrée libre.

CORRESPONDANCE

Deux mises au point d'interlocuteurs du président de la République aux « Dossiers de l'écran »

M. Louis Massabo, dont nous avons publié la témoignage dans le Monde du 2 février, a écrit l'émulsion « Les dossiers de l'écran », nous a adressé, après celle-ci, la lettre suivante :

Interlocuteur de M. le président de la République par les solennités électorales de l'émission « Les dossiers de l'écran », le mardi 1^{er} février, j'ai voulu maladroitement lui dire que, par son livre et ses propos, il nous fait peur aux Français en disant que le projet « collectiviste » de l'opposition était un projet « de journalisme, de censure, d'épuration de l'individu ». L'émulsion a été produite que le mot « censure » ne figurait pas dans son livre Démocratie française. Certes, c'est exact, mais il m'a semblé que c'était implicite. Or, dans son discours à Ploumél, il a déclaré : « Rejetons l'idée d'une société électorale unifiée par la même main ». Il me semble donc que j'avais bien interprété la pensée du président. Le débat est donc là pour les années à venir : je ne pense pas que les Français « de gauche » soient partisans d'un tel projet « collectiviste ». Je pense que leur adhésion au programme commun de gouvernement implique autre chose et qu'ils sont capables de l'imaginer et de le faire.

De son côté, M. Maurice Darmon, mis en cause sans être nommé dans la chronique « Au fil de la semaine » (le Monde du 2 février), intitulée « Les Français mis par eux-mêmes », nous écrit notamment que son parti (le parti communiste) ne l'a fait nullement chargé d'interroger le président de la République sur les libertés, et il poursuit : « Vous avez dit que sans doute la question importante plus à mon âge et à moi que la réponse. En effet, des millions de gens sont troublés aujourd'hui par les étranges rapports de la justice et de l'exécutif, les comportements anormaux, la puissance des intérêts privés. Ma question aurait pu en rester là, et certains, alors, l'auraient trouvée plus efficace encore. Si j'ai ajouté que j'étais communiste - il n'en était nul besoin pour poser la question des libertés - c'est pour montrer que le problème s'approfondit aussi chez nous pour déclarer que j'étais hostile au Gouage, pour me qualifier de soixante-dix-huitième (après les 71 de la Charte), c'est-à-dire d'opposant. A cette critique, le président - et vous trouvez cela « évident et attendu » - a répondu : « Vous prenez comme exemple de liberté les pays socialistes ». Il me paraît grave qu'à distance cela ne vous suffoque pas.

(PUBLICITE)

NOUS PROPOSONS LA VENTE DE BREVETS FRANÇAIS EXCEPTIONNELS

Nous sommes une organisation internationale ayant 29 ans d'expérience et de succès. Nous désirons vendre des brevets français et leur exploitation exclusive.

Nous sommes prêts à soumettre des états de brevets contrôlés provenant de toutes les régions du monde (U.S.A., etc.) aux acheteurs disposant d'un capital suffisant pour investir dans une affaire exceptionnelle.

Pour plus ample information, les personnes intéressées devront écrire à l'adresse suivante :

WARREN B. MALONEY
c/o G.B.O. - 91, avenue d'Italie, 75013 PARIS.

MATH PHYSIQUE Révisions de février

du 21 au 25 février
- 10 h d'exercice et problèmes
- 4 à 6 élèves
- Professeurs qualifiés

Prix forfaitaire : 260 F

MATH ASSISTANCE
Centre pédagogique privé
St-Lazare 526-37-17
Vaugpierre 531-31-13
Notion 373-09-38
16 ans d'expérience

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

LYON : l'apolitisme n'est plus ce qu'il était

De notre envoyé spécial

Lyon. — Lyon a eu à sa tête, pendant près de vingt ans, celui qui allait devenir l'archétype des maires dits « apolitiques » : Louis Pradel. Certes, vers la fin du règne, le caractère fictif de cette idéologie municipale, de ce « pradelisme », était apparu de plus en plus clairement : le maire avait eu quelques difficultés à échapper aux effets d'une bipolarisation qui rendait chaque jour plus évidente son appartenance — pourtant ancienne — au camp de la droite. Il n'en avait pas moins, à toute force, maintenu les apparences, affirmant la primauté des intérêts de la ville sur ceux des partis, se déclarant décidé à choisir ses collaborateurs de 1977 en fonction de leurs seules capacités de gestionnaires, répétant jusqu'au bout la politique.

M. Francisque Colomb, maire depuis le 5 décembre, se veut l'héritier à part entière de celui auquel il a succédé, et le continuateur de la doctrine : les listes qu'il patronnera seront des listes PRADEL (1).

Mais Louis Pradel est mort le 27 novembre dernier et, à Lyon, en ce début d'année, l'apolitisme n'est plus ce qu'il était.

Il n'est plus ce qu'il était d'abord parce que la gauche se réveille. Somme toute depuis longtemps déjà, elle avait été mise en sommeil aussi bien par la loi électorale instituant les listes bloquées dans les grandes villes que par le phénomène Pradel. Une, elle n'avait eu aucun rôle en 1971 et ceux qui se réclamaient d'elle en 1965 (socialistes S.F.I.O. pour la plupart) avaient dû leur entrée à l'hôtel de ville au patronage du maire. Certains d'entre eux sont demeurés depuis lors dans la municipalité, mais l'apolitisme en vigueur n'a pas empêché la rupture entre leur parti et eux.

Pour M. Claude Bernardin, qui conduira les listes d'opposition et sera candidat au poste de maire, le terrain à refaire est long. Il n'y a pas eu longtemps, le parti socialiste n'existait pratiquement plus à Lyon, du moins en tant que force représentative d'un courant politique. Il est d'ailleurs significatif que son chef de file d'aujourd'hui soit un des « hommes des clubs » qui contribuent au renouveau de la pensée socialiste dans les années 60. Avocat, chrétien, fondateur du Cercle Tocqueville, M. Bernardin a adhéré, en 1969, lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux. Il se gâche de croire

plus de « deux minutes par jour » à la victoire de la gauche dans la cité de la soie. Néanmoins, dans son entourage, on juge probable l'élection des listes P.C.-P.S.-M.R.G. dans deux arrondissements (le huitième et le neuvième), et possible une « bonne surprise » dans un autre (le septième). Pour que la majorité du conseil change, il faudrait que bascule un arrondissement supplémentaire, au moins.

En tout cas, une rupture avec l'apolitisme d'hier n'est pas imminente. Avec l'entrée de représentants de la gauche au conseil, ce serait, en effet, la fin des fameux : « Pas d'opposition ? Adopté ! » qui ponctuait les débats dirigés par Louis Pradel. De la politique, la gauche en fera. M. Bernardin refuse l'hypothèse qui consiste à dire que le choix qui commandait la vie de la cité échappait au débat des idées. Il estime même que « le maire de Lyon est, par définition, un homme politique national, en raison de l'importance de la ville ».

Le cas Soustelle...

Au cas où les deux secteurs « gauchistes » par la gauche seraient effectivement emportés, cinq conseillers communistes, six socialistes et un radical de gauche seraient élus. A la différence de ce qui se passe dans la ville voisine, Villeurbanne, les négociations entre P.C. et P.S. n'ont pas présenté de trop grandes difficultés. Pour les communistes aussi, cette élection pourrait marquer le début d'une longue saison. Mais que le pradelisme puisse être, c'est la tradition bourgeoise et cléricalle de la primauté des Gaules qui les a maintenus longtemps au bas étage. Leurs responsables comptent aujourd'hui sur l'évolution récente de la société lyonnaise et sur la modification des mentalités autour de la question des logements pour leur retour éventuel à l'hôtel de ville (ils y étaient représentés jusqu'en 1969).

La gauche, en situation de challenger, pourrait profiter du désordre dans lequel la majorité a abondé la bataille. Là aussi, il s'est bel et bien agi de politique ; et même de cette politique qu'on qualifie de « politicienne » ou de « manœuvrière ». La lutte pour l'investiture majoritaire a été en tout cas un bel exemple de genre. Si, à ce jour, M. Francisque Colomb est le seul candidat véritablement investi par le gouvernement, cela n'aura pas été sans mal.

Tout le problème de M. Colomb

a été en fait, et depuis longtemps déjà, de prendre l'avantage sur M. Jacques Soustelle. Il ne faisait de doute pour personne, en effet, que Louis Pradel vivait encore mais que l'on s'inquiétait déjà pour sa santé, que l'ancien ministre du général de Gaulle, redevenu député du Rhône en 1973, briguerait un jour la succession du maire. Il semblait avoir comme about pour cela, outre sa renommée, son équipe de fidèles, emmenée par M. Charles Béraudier, député de la troisième circonscription, de février 1959 à novembre 1962. Cette équipe n'avait jamais failli : alors que M. Soustelle était contraint à l'exil par ses choix lors de la guerre d'Algérie, une poignée d'hommes étaient parvenus à affirmer la permanence de sa présence à Lyon, lui tenant la place « au chaud », parlant en son nom, présentant sa candidature pour l'occasion d'en offrir ; bref, facilitant son retour d'exil et ses réélections au conseil municipal comme à la député.

Tous les membres de cette équipe figuraient aujourd'hui sur les listes de M. Colomb. Tous ont abandonné M. Soustelle.

Désaccord soudain ? Lassitude progressive ? Manœuvre machiavélique ? Le député du Rhône penche évidemment pour la troisième hypothèse. On ne met pas fin aussi brutalement à une amitié aussi longue sans raisons solides. Pour lui, l'opération « entre ami » et M. Francisque Colomb est partie de fort loin, bien avant le décès de Louis Pradel. Elle a consisté à « isoler » peu à peu au sein du conseil municipal pour que d'abord, un lendemain de la mort du maire, il ne puisse se porter candidat à sa succession devant le conseil en place, pour qu'ensuite, lors du renouvellement de l'assemblée municipale, il ne constitue plus un danger véritable.

Ladite « opération », si opération il y a eu, semble avoir réussi, puisque le 5 décembre dernier, M. Soustelle n'a pu prendre le risque de se porter candidat contre M. Colomb au siège devenu vacant une semaine plus tôt. Il aurait alors compromis ses chances de mars prochain en risquant un résultat trop modeste. Puisque, aussi bien, il est actuellement un candidat isolé de ses soutiens traditionnels, répudiés par la majorité, risque seulement de l'appui d'amis nouveaux, dévoués mais peu connus. Certes, il a rallié des radicaux, des centristes et des gauchistes hostiles à M. Colomb. Certes, il a eu la satisfaction d'apprendre par M. Stasi, vice-président du C.D.S., que la direction nationale des démocrates sociaux ne prendrait pas position dans le conflit lyonnais, mais il avait eu

auparavant le grave désagrément d'entendre M. Lécuyer prendre fait et cause pour son adversaire, comme l'avait fait, le premier, M. Michel Poniatowski. Comme il a fait, le 10 février, M. Raymond Barre. Renoncer maintenant est sans doute difficile en raison de l'engagement dans lequel a été entraîné toute une équipe (et M. Soustelle a affirmé son intention de demeurer candidat). Mais poursuivre ne paraît guère aisé, surtout si M. Colomb obtient de Mme Simone Bais, suppléante du député Jacques Soustelle depuis 1973 — qu'elle soit candidate contre celui-ci dans le premier arrondissement.

A part cela, les héritiers putatifs de Louis Pradel ne font pas de politique politicienne. Ils ont, au surplus, n'a-t-il pas fallu à M. Colomb, lors d'un récent voyage à Paris, non seulement rendre visite à M. Giscard d'Estaing, mais aussi révéler aux exigences de « politicien » bien audacieux : ceux qui, dans un bureau de la tour Montparnasse, lui promettaient un soutien national du P.R.P. à condition qu'il prenne avec lui un proche collaborateur de M. Jacques Chirac : M. Jacques Toubon ?

... et le cas Soulier

M. Toubon souhaite, depuis longtemps déjà, trouver à Lyon une assise politique. Un siège au conseil municipal l'aurait sans doute bien aidé dans son dessein d'investir, en 1978, la quatrième circonscription législative (dont l'élus actuel est M. Louis Joux, qui ne briguerait pas le renouvellement de son mandat). Seulement, voilà : M. Colomb ne pouvait accepter de prendre M. Toubon sur une de ses listes. Non que cela lui fût interdit par les exigences de l'apolitisme, mais bien plutôt parce qu'il s'agissait d'une question très concrète de dosage... politique.

ALLIER

MOULINS. — M. Hector Rolland, maire sortant, député R.P.R., conduira la liste de la majorité, à laquelle s'opposera celle de l'union de la gauche, conduite par M. Pierre Guilleminot, et composée de douze communistes, de onze socialistes et de quatre personnalités de gauche.

BOUCHES-DU-RHÔNE
AIX-EN-PROVENCE. — Revenant à leur homosexualité comme position politique, une quarantaine d'homosexuels des deux sexes ont décidé de présenter une liste. Ses responsables ont indiqué que leur campagne électorale se fera « sous forme d'une campagne provocatrice contre le climat oppressif du monde dirigé par les hétérosexuels ».

La suite de l'histoire pourrait fort bien s'être passée comme si, par exemple, un renfort important n'avait été assuré à M. Colomb qu'à une condition expresse : qu'il exclue de faire participer M. Toubon à ses listes. Ce renfort important, ce serait celui de M. André Soulier.

Avocat ayant atteint à la célébrité locale, longtemps porte-parole écouté du parti socialiste à Lyon, candidat à des mandats électifs à diverses reprises, maire de Ville-Morgon, M. André Soulier a quitté le P.S. tout récemment en dénonçant l'accord avec le parti communiste. Il s'est aussitôt rejoint M. Colomb.

Entre Rhône et Saône, ce geste n'a guère surpris. Semblait-il s'attendre aussi bien ceux qui observent depuis longtemps M. Soulier et connaissent son désir d'entrer à la mairie que ceux qui, dans les rangs du parti de formation, doutaient depuis quelques mois de la rigueur de sa foi socialiste unitaire.

Toujours est-il que, si M. Soulier a fait alliance avec M. Colomb, s'il a abandonné son village du Beaujolais, quitté son parti, pris le risque d'être dénoncé comme transfuge, ce n'est pas pour être simplement, et longtemps, conseiller municipal de Lyon. Il est évident que M. Soulier vise à demeurer en place au-delà de 1982.

Mais si M. Soulier a fait tout cela, ce n'est pas non plus pour voir figurer dans la même équipe que lui un concurrent dangereux, plus jeune que lui, et nanti d'appuis considérables : M. Toubon. La popularité de l'avocat, l'apport de voix que peut constituer son ralliement, valaient sans doute bien mieux que refus poli formulé aux politiciens parisiens par l'actuel maire de la ville.

Grand, élégant, portant haut une chevelure blanche à peine blanchie, le maire sortant, le successeur de M. Colomb, a fait une déclaration : « Il n'y a pas d'appui officiel de tous les dirigeants de la majorité ; même des

radicaux de gauche l'ont rejoint. Quant aux sondages, ils sont excellents.

La voix altérée par une émotion contenue, il désigne, sur son bureau, le portrait de son prédécesseur : « Parlois, dit-il, le regard et le ton de la demande conseil. » Toutes les manœuvres, toutes les opérations dont on parle, il les résume. Le pradelisme, ce n'est certainement pas cela. Le pradelisme, l'incarne. N'avait-il pas été chargé du secrétariat général de l'association P.R.A.D.E.L. par son créateur quand celui-ci se sentit décliner ? Le maire n'a-t-il pas montré un jour le trois quarts de son dossier important ? N'était-ce pas là une désignation directe au titre d'héritier ? M. Colomb est confiant. Bien sûr, on en aura fini avec cette campagne électorale et il pourra dire à nouveau — peut-être se trouvera-t-il quelque jour pour le croire — « Ça va être une opinion politique. Celui qui n'en a pas est un couillon. Mais la politique, à Lyon, elle s'écrit devant la grande grille de l'hôtel de ville. »

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. Jacques Soustelle, ancien ministre, candidat à la mairie de Lyon, a rendu publique vendredi 11 février la déclaration suivante : « Afin de dissiper toute équivoque, je tiens à souligner que, après ma récente conversation avec le premier ministre, aucun des ministres n'est intervenu qui puisse me conduire à reconsidérer ma position. Dès lors, il doit être clairement entendu que je maintiens ma candidature et celle des listes de la majorité sous le sigle R.P.L. (Rassemblement pour Lyon) dans les divers arrondissements. »

M. Soustelle a regretté qu'un débat public n'ait pu être organisé entre le maire actuel, M. Francisque Colomb, M. Claude Bernardin (P.S.), candidat d'union de la gauche, et lui-même, en raison du refus de M. Colomb.

Le ministre de l'éducation a aussi tenu à préciser que les ministres n'ont pas eu de discussions avec lui sur la question de la réforme de l'enseignement. C'est le ministre de l'éducation qui a discuté des projets de loi de la réforme de l'enseignement.

ESSONNE

CORBEIL-ESSONNES. — M. Serge Dussault, qui conduira la liste de la majorité, a regretté, jeudi 10 février, que les partis de la majorité « abandonnent la liste avant même de l'avoir entreprise ». Dans les villes gérées de longue date par les partis de gauche, il a indiqué que si la majorité l'acceptait, il serait candidat aux prochaines élections législatives dans la première circonscription de l'Essonne, dont le député est M. Roger Combrinon (P.C.), maire sortant de Corbeil-Essonnes, qui se représente.

LOIRE

FIRMINY. — M. Roger Parat (C.D.S.), député réformateur, conduira la liste de la majorité. Elle sera opposée à celle de M. Val-Maurin, maire sortant, ancien député communiste. M. Parat a succédé à M. Eugène Claudius-Petit comme député de la Loire en 1973. Il préside actuellement la commission d'enquête parlementaire sur l'industrie aéronautique.

PAS-DE-CALAIS

ARRAS. — Deux listes avaient été annoncées du côté de la majorité : l'une conduite par M. Leclerc (R.P.R.), et l'autre par M. Vanlerenberghe (C.D.S.). Un accord est intervenu. C'est M. Roger Foudonson (C.D.S.), sénateur, ancien ministre d'Etat à la fonction publique, maire de Duisans, qui conduira la liste d'union de la gauche sera conduite par M. Michel Courmes, sénateur, et M. Léon Fatous, le maire actuel, tous deux socialistes. (Corresp.)

VAL-DE-MARNE

CRETEIL. — M. René Renaud, ancien U.D.R., annonce qu'il avait constitué une liste apolitique de défense des intérêts locaux et de l'environnement. M. Renaud estime que la gauche ne peut que tirer argument de la gestion du maire actuel, M. Pierre Billotte, député R.P.R., dont il était le premier adjoint.

YVELINES

La fédération du parti socialiste a pris note de l'état — à la date du 3 février — des négociations menées au sein du comité de liaison départemental de l'union de la gauche et au niveau des sections locales. Elle constate qu'il existe la possibilité d'accords immédiats dans soixante communes du département.

En revanche, elle note que des désaccords persistent dans vingt communes « du fait d'exigences excessives » de ses partenaires. La fédération socialiste précise que la négociation est bloquée dans trois villes de plus de trente mille habitants (Poissy, Mantes-la-Jolie et Conflans-Sainte-Honorine) à la suite du refus du P.C. d'accorder la tête de liste au P.S.

Les clubs Perspectives et Réalités présenteront, selon leur président, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, environ huit cents candidats aux élections municipales, dans les villes de plus de trente mille habitants.

ÉDUCATION

LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

M. Haby et le Syndicat des instituteurs accusent mutuellement de bafouer la loi

Le débat entre le Syndicat national des instituteurs et le ministre de l'éducation a pris la forme d'un échange de coups de presse. Le ministre a déclaré au cours d'une conférence de presse, que l'attitude du S.N.I. était « une insubordination » et de « l'insubordination ». Le S.N.I. a répondu en affirmant que le ministre « bafouait la loi ».

Le S.N.I. a déclaré que le ministre « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits des instituteurs. Le ministre a répondu que le S.N.I. « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits de l'État.

Le S.N.I. a déclaré que le ministre « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits des instituteurs. Le ministre a répondu que le S.N.I. « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits de l'État.

Le S.N.I. a déclaré que le ministre « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits des instituteurs. Le ministre a répondu que le S.N.I. « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits de l'État.

Le S.N.I. a déclaré que le ministre « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits des instituteurs. Le ministre a répondu que le S.N.I. « bafouait la loi » en refusant de reconnaître les droits de l'État.

UNE ÉMISSION DE FR 3

La fatigue à l'école

Certains qui se profilent dans les couloirs de la fatigue à l'école. Certains de ces enfants qui sont à l'école, certains de ces enfants qui sont à l'école, certains de ces enfants qui sont à l'école.

CORRESPONDANCE

La construction d'un C.E.S.

LE MAIRE DE CHATILLON (Hauts-de-Seine) RÉPLIQUE À M. HABY

Le maire de Chatillon (Hauts-de-Seine) a répondu à M. Haby. Le maire de Chatillon (Hauts-de-Seine) a répondu à M. Haby. Le maire de Chatillon (Hauts-de-Seine) a répondu à M. Haby.

en exclusivité dans paradoxes

Raymond Barre
Zbigniew Brzezinski
Helmut Schmidt
Jean Fourastié
Claude Olivierstein
Maurice Papon

Dans Paradoxes, les hommes qui font l'actualité politique, économique, culturelle et sociale, en France comme à l'étranger, analysent et commentent pour vous, en exclusivité, les faits, les événements, les découvertes qui changent l'avenir du monde.

Vous pouvez lire dans le dernier numéro :

- Raymond Barre : pour une politique sociale.
- Zbigniew Brzezinski : l'Amérique dans un monde hostile.
- Helmut Schmidt : s'entretient avec Bernard Volker des relations Franco-Allemandes.
- Maurice Papon : plan, croissance et inflation.
- Jacques Denis : le P.C. et l'Europe.
- Claude Olivierstein : y a-t-il des drogues heureuses ?
- Sondage L.E.O.P. : les Français et le plan Barre.
- Pour ou contre une pause, en 1977 dans l'augmentation du pouvoir d'achat ?
- Pour ou contre des élections anticipées.

Des articles de Georges Buis, Olivier Guichard, Jean Fourastié, Jean-Marc Lech, Henri Menduier. Des rubriques nouvelles, tribunes, bloc-notes, derniers livres, Chèques Houbart, Jean-Pierre Joulin, Étienne Mougeotte, Alain Trez, Bernard Volker sélectionnent pour vous les faits, les événements, les découvertes qui changent l'avenir du monde.

Paradoxes : exclusivement sur abonnement.

bon à remplir et à retourner à PARADOXES, Service abonnements, 15, rue Cassini - 75006 PARIS.

- ☐ Je désire recevoir le dernier numéro de PARADOXES. Je vous adresse ci-joint mon règlement : 20 F par chèque bancaire, chèque postal ou mandat.
- ☐ Je désire souscrire un abonnement d'un an à PARADOXES (8 numéros). Je vous adresse ci-joint mon règlement : 150 F par chèque bancaire, chèque postal ou mandat (100 F pour l'étranger).
- ☐ Je régleterai sur facture que vous voudrez bien m'adresser avec le premier numéro de l'abonnement.

Nom _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Ville _____

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

politique

en vente aujourd'hui.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

● Il y a 4 ans, le CES Pailleron brûlait comme une torche. Nul ne peut dire quand seront jugés les responsables. Et sait-on qu'il existe encore 82 « Pailleron » en France ? Politique Hebdo dit où.

M. Haby et le Syndicat des instituteurs s'accusent mutuellement de bafouer la légalité

La fatigue à l'école

La construction d'un C.E.S.

LE MAIRE DE CHATILLON (Hauts-de-Seine)
RÉPLIQUE A M. HABY

Souhaitons que notre nouvelle demande de rencontre soit mieux accueillie par M. Haby. Dans le cas contraire, nous serions obligés de poursuivre et d'amplifier notre action afin d'obtenir la programmation et le financement d'un C.E.S. tant attendu par la population de Châtillon.

**L'ARMÉE EST REQUISE
POUR ISOLER
LA ZONE DE SEVESO**

Le plan de sauvetage de la Méditerranée est lancé

Troisième volet : la maîtrise du développement, c'est-à-dire le Plan bleu. Son principe a été adopté à l'unanimité à Split, Yougoslavie, le 4 février 1977. Ne s'agit ni de dresser un diagnostic ni de rédiger des textes mais de fournir à tous les Etats riverains de la Méditerranée des informations leur permettant de concilier croissance et écologie.

On a déjà jeté les bases du financement au cours des prochains dix-huit mois. 7 milliards et demi de francs seront dépensés pour qu'en septembre 1978 des

concernés paraissent le confirmer à l'échec. Pourtant, de Sallés et de Spillt, de Spillt à Abbé, la solidarité méditerranéenne ne flâne pas chaque conférence. « *Le monde s'est bûché, dans les cinquante ans, à partir d'une interrogation sur le charbon et l'acier* », rappelle Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de la jeunesse et de la vie et l'un des pères fondateurs de *La Méditerranée* en France : « *Le monde s'est bûché* », dit-il, « *en construisant la section de tes yeux. C'est un criéral falo.* »

RÉGIONS

Ile-de-France

Sept propositions de M. Lanier pour améliorer la vie quotidienne

(1) Un accord sur les capitaires pêcheurs, conclu le 46 janvier entre les Neut, l'U. R. S. S. et la République démocratique

JEUNESSE

LES PROJETS DE M. JEAN-PIERRE SOISSON

Un secrétaire d'État optimiste

JUSTICE

POINT DE VUE

< Droit à l'information et droit au secret >

Une commission chargée de favoriser la communication au public des documents administratifs est créée par un décret, en date du 11 février, que publie le « Journal officiel » du 12 février. Ce texte avait été approuvé par

le conseil des ministres du 26 janvier (« le Monde » du 27 janvier). Doyen de la faculté de droit d'Orléans, M. Herbert Maisl analyse ci-dessous la notion de secret en s'attachant également au projet de loi « Informatique et libertés ».

par HERBERT MAISL (*)

ENTRE le droit à l'information et le droit au secret, une nouvelle relation est établie : d'un côté, une meilleure distribution de l'information est nécessaire, mais, d'autre part, pour protéger plus efficacement les libertés et la vie privée, le secret doit être renforcé. Ce sont là deux aspects complémentaires d'un même problème, celui de la circulation de l'information.

A son tour, à la suite de plusieurs pays, dont, en particulier, la Suède et les États-Unis, la France entend faire évoluer son droit et s'adapter aux nouvelles exigences de la vie démocratique. En ce début d'année, deux textes retiennent l'attention : le « Journal officiel » publie un décret sur la communication des documents administratifs. Le gouvernement envisage par ailleurs de soumettre au Parlement, lors de sa prochaine session, le projet de loi « Informatique et libertés », qui vise à protéger la vie privée et les libertés contre les abus de l'information.

Les deux projets montrent d'abord la nécessité de renouer le droit au secret. Pour élargir la vie publique, la levée du secret administratif s'impose. Elle est de nature à limiter les glissements de pouvoir et à rendre moins formel l'exercice de nombreux droits. Aujourd'hui, groupes parlementaires et partis, surtout d'opposition, n'ont pas accès, bien souvent, aux dossiers des ministères ; tel est le cas également des collectivités locales ou des syndicats.

Quant aux associations dont le développement est un fait de société, elles ne seront efficaces et ne refuseront la tentation de la démagogie que si elles sont en mesure de s'appuyer sur les décisions de l'administration et non sur des spéculations. Cette transparence intéresse aussi, à titre individuel, l'administré, l'usager, l'habitant, le travailleur, le consommateur.

La pratique actuelle du secret administratif repose sur des bases juridiques fort imprécises ; aussi a-t-il été proposé que la communication devienne le principe et le secret, l'exception (1). Le projet de décret adopté par le conseil des ministres du 26 janvier semble très en retrait, puisque, dans un cadre de secret administratif, une commission déciderait, pour les seules administrations de l'Etat, cas par cas, selon les catégories de documents, ceux qui seraient rendus publics.

Le projet « Informatique et libertés » réglemente la circulation des données informatiques dans des données informatiques sans, toutefois, toucher à notre législation sur le secret. Il a pour objet de contrôler le stockage dans les ordinateurs et la diffusion des renseignements d'ordre individuel. En exigeant que soient seules recueillies les données conformes à la finalité du traitement déclaré, le projet restreint la commission nationale, il restreint les possibilités d'interconnexion de fichiers et donc le risque de voir réunis, un jour, tous les éléments de la « puzzle » de notre personnalité.

De plus, il interdit, sans dérogations spéciales, l'enregistrement

ment, sur support informatique, des sanctions administratives ou des décisions de l'origine judiciaire, des opinions politiques, philosophiques ou religieuses et donne au secteur public le monopole de la conservation des données judiciaires à caractère pénal.

Tout en protégeant mieux le secret, ce texte garantit un droit à l'information : il charge la commission nationale d'organiser la publicité des traitements informatiques nominatifs et autorise chacun à prouver que les données qu'il possède ne sont pas celles d'un autre. Pour faire procéder, le cas échéant, à des rectifications. Ce projet appelle une adaptation de nos lois et du secret, notamment pour tenir compte de la variété des personnes qui participent à l'automatisation des traitements et pour ne pas laisser au seul droit pénal la sanction des indésirables.

Progressivement, on s'oriente ainsi vers un réaménagement du droit au secret : un secret de plus en plus collectif et partagé, dont la garde ne peut plus reposer exclusivement sur le « confident », comme le prévoit encore notre code pénal pour le secret professionnel. Nature des données et catégories de demandeurs pourraient être les deux axes de nouvelles « grilles de confidentialité » à combiner pour élargir la vie publique et protéger la vie privée. Il est à souhaiter que se trouve la volonté politique d'aborder le débat dans toutes ses dimensions.

(*) Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans.

Il est temps de donner un encadrement juridique à l'information. L'information est une technique qu'on peut utiliser pour faciliter la transparence ou l'opacité, l'information ou le secret. Le projet « Informatique et libertés » apporte une première série de solutions pour les fichiers informatiques nominatifs. Il y a sans doute une spécificité informatique, mais laisser les fichiers manuels complètement à l'écart, c'est à leur réserver la gestion des données les plus sensibles (2). En outre, le texte recrée une lacune grave, puisqu'il évoque le problème de l'accès aux grandes banques de données économiques, sociales ou culturelles que l'administration constitue.

Est-ce la future commission sur l'accès aux documents administratifs à la tâche délicate de définir les conditions d'accès à ces banques de données ? L'exercice de ce droit ne doit pas être purement formel et rester l'apanage des plus puissants et des plus fortunés. Une politique est à mettre en œuvre au profit de tous, particuliers et institutions. La décision d'organiser le stockage des données doit être prise au stade de la conception de l'ordinateur. Mais se soucie-t-on de donner au Parlement un droit d'accès aux banques de données de l'administration ?

Au Parlement de contrôler ces évolutions, puisqu'il s'agit d'équilibre des pouvoirs, d'exercice des libertés et de la vie privée. A cet égard, il est à souhaiter que la réforme du secret administratif soit opérée par décret. Au-delà des arguments juridiques de compétence, la renouveau de la commission nationale de coordination de la documentation.

● Pour fraude fiscale, omission de déclarer l'encaissement de coupons appartenant à des tiers et complexité de fraude fiscale, la troisième chambre correctionnelle de Saint-Etienne a condamné, le vendredi 11 février, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 francs d'amende, un conseiller financier stéphanois, M. Paul Perrin, soixante-quatre ans, membre du comité directeur de la Chambre syndicale des remises et gérants de portefeuilles à Paris. Il lui est reproché de s'être frauduleusement soustrait au paiement total ou partiel des impôts, en ayant déclaré, pour les années 1969, 1970 et 1971, des revenus de 13 000 à 18 500 francs, alors qu'ils s'élevaient de 50 000 à 90 000 francs. Il était également poursuivi pour avoir masqué la fortune de certains gros clients en ayant omis certaines transactions d'obligations et d'actions.

● Pour conduite en état d'ivresse, le tribunal de Colmar a condamné, le 11 février, à deux mois d'emprisonnement ferme un automobiliste jugé responsable d'un accident de la circulation. M. Michel Thériot, vingt-sept ans, avait subi une prise de sang après la collision dans laquelle il se trouvait. L'analyse devait révéler un taux d'alcoolémie de 1,73 g. M. Thériot circulait sans permis de conduire.

● L'attentat qui a détruit la statue de Bertrand Du Guesclin, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février (« le Monde » du 12 février) a été revendiqué par le F.L.B.-A.R. (Front de libération de la Bretagne armée républicaine bretonne) aux termes d'un communiqué adressé à la rédaction de Saint-Brieuc d'un quotidien régional. Ce communiqué précise que l'attentat était dirigé contre un « traître à la Bretagne », et menace du même traitement « ceux qui pacifient avec l'occupant français ».

tation administrative que « seule l'intervention (du Parlement) provoquerait le choc nécessaire au renversement des habitudes administratives les mieux ancrées ». On peut attendre à ce que, lors du débat sur le projet « Informatique et libertés », cette question de l'accès aux grandes banques de données administratives et donc celle de la levée du secret administratif, soit abordée.

Les parlementaires ne peuvent se désintéresser de ces sujets. Ils auront certainement à cœur de les suivre après le vote de la loi. Or deux dispositions du projet de loi « Informatique et libertés » de tout fichier public informatisé est renvoyée à des règlements ; pourtant, dans le passé, c'est bien une loi qui a créé le fichier des véhicules et une autre loi qui a refusé la création d'un fichier central de santé.

D'autre part, on s'explique mal que la future commission nationale de l'information et des libertés ne soit représentée au Parlement soit expressément prévue ; au contraire, cette représentation existe dans la future commission sur l'accès aux documents administratifs.

Ainsi, différents projets tentent de renforcer le droit à l'information et le droit au secret : complémentaires, ces deux droits sont à combiner pour élargir la vie publique et protéger la vie privée. Il est à souhaiter que se trouve la volonté politique d'aborder le débat dans toutes ses dimensions.

(1) Cf. le rapport de la commission de coordination de la documentation administrative, déposé en 1974, et les propositions de loi de M. Jean-Pierre Cot, député socialiste, et d'un député R.P.R., M. Boile.

(2) La commission « Informatique et libertés » suggère que certains fichiers publics ou quasi publics soient l'objet d'une réglementation (cf. rapport, page 30).

FAITS DIVERS

ACCIDENTS MORTELS DU TRAVAIL

Deux ouvriers grièvement brûlés, le 11 février, dans une explosion qui a eu lieu dans l'usine de produits chimiques Manolès, près de Nîmes, viennent de succomber à leurs blessures. L'explosion s'était produite dans un atelier de fabrication de polyéthylène. M. Jean Crépeau, vingt-huit ans, avait été tué sur le coup tandis que deux de ses collègues, MM. Desnos et Fournier, vingt-huit ans et Bernard Gallais, quarante-huit ans, étaient hospitalisés dans un état grave. Au cours d'une conférence de presse des représentants du syndicat C.F.T.C. ont déclaré, le 11 février, que ces trois morts n'étaient pas dus à la fatalité et qu'il était certain que l'équipement de l'atelier était défectueux.

A Dax, le 9 février, deux ouvriers sont morts sur un chantier de construction de plates-formes de forage pétrolier. MM. René Colla, quarante-neuf ans, et Jean-Pierre Barrozo, trente-trois ans, travaillaient sur une passerelle située à vingt-cinq mètres de hauteur lorsque celle-ci s'est effondrée.

A Saint-Sébastien, le 10 février, un sautoir de chantier, M. Stanislas Rozekko, quarante-sept ans, a été tué par la chute d'une grue.

● Inondés au ministère des DOM-TOM. — Un incendie a éclaté, peu avant 20 heures, vendredi 11 février, dans les locaux du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer situés 21, rue Oudinot à Paris-7. Les sapeurs-pompiers ont dû lutter pendant trois quarts d'heure avant de maîtriser le sinistre qui aurait provoqué de très importants dégâts dans plusieurs bureaux au dernier étage de l'immeuble. C'est à l'heure où, ce samedi 12 février en fin de matinée, les origines exactes de l'incendie.

● L'attentat qui a détruit la statue de Bertrand Du Guesclin, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 février (« le Monde » du 12 février) a été revendiqué par le F.L.B.-A.R. (Front de libération de la Bretagne armée républicaine bretonne) aux termes d'un communiqué adressé à la rédaction de Saint-Brieuc d'un quotidien régional. Ce communiqué précise que l'attentat était dirigé contre un « traître à la Bretagne », et menace du même traitement « ceux qui pacifient avec l'occupant français ».

Dix ouvriers du Livre devant la 23^e chambre du tribunal

Sept heures d'audience, dix inculpés, quatre avocats, dix témoins, pour une affaire qui, en d'autres circonstances, n'aurait certes pas mérité tant d'attention de la part des magistrats de la 23^e chambre correctionnelle.

C'est que, comme le dira le président M. Jean Lassus, les dix prévenus n'étaient « ni des repris habituels », ni des « délinquants ». Dix ouvriers du Livre parisiens, après d'autres, ces derniers mois, sont venus rendre des comptes à la justice : conséquence directe d'un « rodéo », d'une opération anti-« Parisien libéré » effectuée au petit matin du mercredi 19 janvier, scénario maintenant classique : deux véhicules de livraison du « Parisien libéré », sentinelle à « sortir » ce jour-là, un jour de grève — après d'autres, ils croisent le boulevard Ornano pour aller en gare d'Austerlitz mettre le journal aux trains.

Ces deux véhicules, une camionnette et un break, conduits par les jeunes Tunisien et une jeune femme, payés 180 francs par jour pour le faire, sont protégés par la police : liberté de la presse. Une voiture devant, en travers ou pas, qui sait, une autre sur le côté, deux derrière. Entre les ouvriers du Livre parisiens et les forces de police vite ramassées, l'affaire est chaude, mais brève.

Bilan : quelques exemplaires du « Parisien libéré » répandus sur la chaussée, trois pneus de la camionnette crevés, quelques coups de matraque, dix interpellations, un interpellé, M. Francis Bernard, soigné à l'Hôtel-Dieu, huit autres gardés à vue pendant quarante-huit heures, puis remis en liberté (« le Monde » du 23-24 janvier), le dixième, M. Claude Charial, cité à son domicile.

Conséquences : dix poursuites, condamnations de deux à cinq ans de prison avec sursis, tentative de vol et complexité de dégradations de véhicule pour tous, avec, en prime, violence à agents pour l'un, dégradation de véhicule pour l'autre, M. M. Zwick, Nello, Eugène Bernard, Christian Creusereau, André Piffard, Etienne Goussot, Fernand Bernhart, Boris Goussier, Serge Charton, Francis Bernard, Claude

Charial, sont venus prévenus libres devant la vingt-troisième chambre correctionnelle. Ils ont contesté tout ce qui leur était reproché, admettant simplement avoir été sur les lieux. Ils revendiquent tous de la manifestation organisée sur l'avenue de Saint-Ouen, quelques minutes auparavant. Et tous déclarent qu'ils n'ont pas été commis par nous, les policiers se trompent. Ils ne veulent pas être coupables. Les policiers sont venus affirmer qu'ils ne s'étaient pas trompés. Ils leur font des coupables.

« Les affaires de bonne foi sont à traiter avec honneur et les affaires de mauvaise foi avec mauvaise foi », dira l'un des prévenus. « On nous accuse de vol de journaux. On nous juge. Mais on nous a volé notre travail, et on ne juge pas ceux qui nous l'ont volé. S'il y avait une justice, les travailleurs ne devraient pas être devant les tribunaux mais devant leurs outils de travail ».

C'est ce qu'ont expliqué, eux aussi, les quatre avocats de la défense conduite par M. Lederman. C'est ce qu'a refusé le substitut. M. Guy Carivel, qui, bien qu'admettant la nécessité de juger sereinement en raison du climat d'exaspération, n'en a pas moins requis des peines de deux à six mois de prison avec sursis. Pour prix et condamnation de la violence.

Jugement le 23 février prochain. Pendant ce temps, vendredi 11 février, plusieurs centaines d'ouvriers du Livre parisiens manifestaient, à vélo, dans les rues de Paris jusqu'aux abords du Palais de justice, gardés comme d'habitude par la police. Fort-Knox. Pendant ce temps, une vingtaine d'inconnus interpellés, vendredi matin, à (Seine-et-Marne), une camionnette de livraison du « Parisien libéré ».

PIERRE GEORGES.

PAS DE JUGE UNIQUE AUX PRUD'HOMMES décide le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a annulé vendredi 11 février les dispositions d'un décret prévoyant que les audiences de référé devant les prud'hommes seraient tenues par un juge unique.

Statuant au contentieux, la Haute Assemblée a estimé que certains articles du décret du 12 septembre 1974 définissant les modalités de la procédure en référé devant ces juridictions portaient atteinte au caractère paritaire conféré à celles-ci par les articles législatifs du code du travail.

Le Conseil a, en revanche, rejeté la seule action laquelle l'institution même de la procédure de référé prud'hommes constituerait une « illégalité ».

Cette procédure permet notamment de régler, sans attendre, certains litiges entre employeurs et employés, tel que le refus de délivrance d'un certificat de travail.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Gilbert Zemmour inculpé de diffamation.

Pour plainte de M. Michel Fontatowski, ministre de l'intérieur, M. Claude Hanoteau, juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 11 février, M. Gilbert Zemmour, de diffamation envers la police dans une interview publiée le 15 décembre par le « Quotidien de Paris » et dans laquelle il portait des accusations contre la police à propos de la fusillade du 28 février 1975 au bar le Théâtre.

Un procès pour refus d'hospitalisation.

Le tribunal correctionnel de Pontoise vient d'examiner le cas d'un enfant âgé de neuf mois, Frédéric, mais, malgré une forte fièvre, n'avait pas été admis par l'interne de service, le 25 février 1973, à l'hôpital d'Argenteuil (Val-d'Oise), et était mort des conséquences d'une rougeole. Les parents de l'enfant ont interjeté appel de l'ordonnance de non-liet, et la chambre d'accusation avait infirmé cette ordonnance. L'avocat de la partie civile, M. Pouchard, a réclamé des dommages et intérêts, ainsi que la condamnation de l'interne, pour refus d'hospitalisation, refus d'observation et erreur de pronostic.

Le procureur de la République a réclamé une peine couverte par l'amnistie.

CARNET

Décès

— M. et Mme Pierre-Henri Telgen, Mme François Chambrayon, M. et Mme Pierre Chambrayon, M. et Mme Jean Telgen, M. et Mme Yves Fournis, M. et Mme Paul Telgen, M. et Mme François Telgen, M. et Mme Jacques Goux, M. et Mme Michel Telgen, ses enfants.

Ses cent quarante et six petits-enfants et arrière-petits-enfants, Mme Henri Astier, sa sœur, Les 7 m. l'ill. André, Barbiès, Ricard et Elard, ses neveux et nièces, tout par le rappel à Dieu de Mme Henri Telgen.

Mme Henri Telgen était l'épouse de l'ancien député de la Grande, Henri Telgen, décédé en 1949, et de l'ancien député d'Alsace-Moselle et ancien ministre, M. Pierre-Henri Telgen.

— M. Jean-Pierre Dubourg, Mme Anne-Marie Dubourg, Mlle Françoise Dubourg, ont la douleur de faire part du décès de leur cher père, M. René DUBOURG, né Charlotte, Jeanne Lanna, décédé à Senlis le 10 février 1977 dans sa soixante-dix-huitième année, mué des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques auront lieu le lundi 14 février 1977, à 10 h. 30, en l'église cathédrale de Senlis (Oise) sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue de l'Orme-au-Bail, 60300 Senlis.

Anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire de la mort de son père, M. Jean DUBOURG, une messe sera célébrée le mercredi 16 février, à 19 heures, en l'église de l'Assommoir-Consolation de Boulogne-Billancourt, 63, rue du Dôme.

— Pour le dixième anniversaire du décès de son père, M. Lucien PASQUET, une messe sera célébrée le mercredi 16 février, à 19 heures, en l'église de l'Assommoir-Consolation de Boulogne-Billancourt, 63, rue du Dôme.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de son père, M. Jean JULIEN, une messe et affectueuse pensée sera demandée à ses amis, en union avec les messes célébrées à son intention.

— Le 14 février 1971 disparu au Mexique, Anna-Marie GUSTIN, née Jean ROSE, en sa fille, Marie-Christophe.

En ce jour anniversaire, une pensée sera demandée à leur intention.

Services religieux

— L'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, en collaboration avec l'ambassade de Sa Majesté la reine Elizabeth II, un service à l'intention de l'ordre de l'Empire britannique sera célébré le samedi 12 février, à 14 h. 30, en la cathédrale Saint-Paul de Londres. Son Altesse Royale le duc d'Edimbourg assistera personnellement en sa qualité de grand maître de l'ordre.

Tous ceux qui sont membres de l'ordre, titulaires de la médaille de l'Empire britannique et souhaitant participer à la cérémonie, sont invités à adresser une demande de carte d'entrée à The Registrar of the Central Chancery of the Orders of Knighthood, St. James's Palace, London SW1A 1AA, en mentionnant sur l'enveloppe « British Empire Service ». La date de clôture des demandes est fixée au 31 mars.

Ces cartes sont prises de communication leur nom et prénom ainsi que leur adresse dans l'ordre C.B.E., O.B.E. ou M.B.E. ou d'indiquer s'ils sont titulaires de la médaille de l'Empire britannique. Les lettres figurant habituellement à la suite du nom et indiquant d'autres ordres, décorations ou médailles doivent être mentionnées.

« Indian Tonic » et Bitter Lemon de SCHWEPPES.

D'où la difficulté du choix.

Visites et conférences

LUNDI 14 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calais nationale des monuments historiques : 10 h. 30, entrée de l'exposition. 19 h. 30, entrée de l'exposition. 19 h. 30, entrée de l'exposition.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.

15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis. 15 h. 30, entrée de la basilique de Saint-Denis.



LA QUESTION

Gwen, l'enfant sans père

Mme Gwen, une jeune femme, a écrit à la rédaction de « Le Monde » pour raconter son histoire. Elle a été abandonnée par son père, et elle cherche à comprendre pourquoi.

« Mon père, c'est un homme qui a été abandonné par sa mère. Il a grandi dans une famille où il n'y avait pas de père. Il a appris à se débrouiller tout seul. Il a été abandonné par son père, et il cherche à comprendre pourquoi. »

Gwen regarde sa photo. De ses yeux, elle voit son père, mais elle ne peut pas le toucher. Elle a été abandonnée par son père, et elle cherche à comprendre pourquoi.

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

« Ce n'est pas toi qui a été abandonné, c'est moi. Réponds-moi, Gwen, l'enfant sans père. »

Le Monde aujourd'hui

LA QUESTION

Gwen, l'enfant sans père

« **M**oi, c'est Gwen. J'ai sept ans. — Et ton papa, qu'est-ce qu'il fait ? » demande Karine à sa voisine de sautoir. Gwen se tortille légèrement et fait voler sa jupe rouge : « Mon papa, il est parti travailler. »

— Ah bon, réplique Karine. Il va rentrer tout à l'heure ?

Gwen baisse ses yeux vers, froisse de sa petite main le pli de sa robe, et répond : « Il est jamais revenu de son travail. »

Puis elle remonte sur sa patinette de bois et entreprend le tour de la cour sous l'œil intrigué de Karine. Mais cette dernière la rattrape et agrippe sa robe rouge : « Quand c'est qu'il est parti ? »

— Quand j'étais un petit ange, dans le ventre de ma maman. Mais où il est parti ?

— Ma mère, elle a dit qu'il a pris cette rue, là. »

Gwen tend son doigt vers le boulevard. Son regard vert se trouble en une muette interrogation.

« Peut-être qu'il s'est perdu ? Si je continue la rue, peut-être je pourrais le retrouver ? »

Gwen attrape sa patinette et s'engouffre à toute vitesse dans l'escalier sous le regard étonné de Karine. Elle entre chez elle tout essoufflée et appelle sa mère : « Maman, si je suis la rue tout le temps, est-ce que je vais retrouver mon papa ? »

— Non, ma fille, il y a trop longtemps qu'il est parti. — Mais on pourrait essayer quand même, toutes les deux ? » Sa mère, d'une voix très douce, répond : « Malheureusement, Gwen, nous perdons notre temps. »

Comment répondre « non » à l'adorable petite Gwen ? Ses yeux qui fixent jusqu'à la racine de vos-mêmes fascinent ceux qui la rencontrent. Alors, pourquoi ne pas imaginer qu'un père, lui aussi ? Une femme se faufille au creux de l'œil, donnant au vent un éclat de pierre. L'enfant exige : « Montre-moi sa photo ! »

La mère hésite entre le désir de satisfaire l'enfant et la crainte de susciter une nouvelle déresse. Mais l'indécision est brève : Gwen revient, portant dans ses bras la boîte de photos. Elle en renverse le contenu sur la table et fouille vivement parmi les épreuves. Elle ne met pas longtemps à retrouver cette photo, unique vestige d'un passé que la mère veut depuis longtemps oublier.

Gwen regarde la photo. De grosses larmes coulent silencieusement puis deviennent sanglantes. Elle s'adresse à ce visage d'homme : « Papa, pourquoi m'as-tu laissée ? »

— Ce n'est pas toi qu'il a laissée, c'est moi », réplique la mère pour consoler l'enfant.

Mais Gwen, tout à sa peine, n'entend pas la voix de sa mère. « Papa, pourquoi tu ne veux pas être mon papa ? »

— Gwen, dit la mère, un papa c'est celui qui vous aime. »

Le petit Kid froisse ses yeux rouges. Un lourd silence.

« Mais alors, demande Gwen d'un ton douloureux, est-ce que j'aurais un papa un jour ? »

Que répondre à une telle question qui pèse autant sur la liberté de la mère que sur l'avenir de l'enfant ?

« Peut-être, un jour, quelqu'un, quelque part... »

JANE HERVÉ

LA VILLE

LA VIEILLE DAME

La vieille dame vient d'entrer dans la boulangerie, à l'heure embaumée du croissant dominical d'une voix bégayée, elle réclame son « bûche » quotidien.

En rendant la monnaie, la boulangère s'inquiète : « Vous avez pris froid, Mme Martin ? »

La cliente, malgré ses difficultés explique : « Non, Le docteur a dit que c'était l'émotion. »

— Vous êtes enrhumée d'émotion ? — Exactement. La plus grosse de ma vie hier. Deux voyous à vélo-moteur, ils m'ont arraché mon sac à main. Avec tous mes papiers. Incroyable ! Des gosses, ils ont l'âge de mon petit-fils, Philippe. J'en tremble encore, vingt-quatre heures après. On a beau lire tous les jours dans les journaux, tant qu'on n'a pas ressenti ça, on ne peut pas imaginer. J'ai voulu crier : pas un son. Et, depuis, j'ai le voix cassée. »

La boulangère compatit. « Quelle époque ! Quatorze ans. Si c'est pas une honte ! »

La vieille dame rancœur. Donne des détails malgré ses cordes vocales sèches qui grincement comme un gong mal graissé.

Le comble de l'humour, ce n'est pas la disparition du sac à main. Non. La vieille dame, oubliant ses difficultés, continue inlassable d'expliquer la chose la plus incroyable, prenant à témoin les clients entrés entre-temps.

« Non seulement ils m'ont dit bonjour gentiment, mais ça n'était pas des va-no-pieds, ils avaient les cheveux courts. Ils étaient bien propres, bien mis. Aussi bien habillés que mon petit-fils, Philippe. Vous vous rendez compte ? »

Evidemment. Si les voleurs de sacs se mettent à avoir de bonnes bouilles et sont aussi bien habillés que les petits bourgeois, il y a de quoi rester sans voix.

JEAN CONTRUCCI

L'ACCIDENT

De longues conversations avec le ciel

C'ÉTAIT une femme jeune, très active, gaie et sportive. Elle aimait son métier, qui la faisait voyager aux quatre coins du monde : interprète en huit langues. Elle avait une grande famille avec laquelle elle s'entendait bien. Elle reconnaissait souvent avoir « beaucoup reçu de la vie ».

Un soir de l'été 1974, à Genève, sa ville, elle traverse une rue dans le passage pour piétons. Elle est accompagnée d'un ami et de son chien. Survient à cet instant, une voiture conduite par une femme âgée, distraite, bavardée, qui parle affaires avec son passager et regarde ailleurs.

L'ami, du coin de l'œil, voit la voiture surgir. À la toute dernière seconde, il bondit, d'instinct, en arrière, tire violemment le bras du chien, tend désespérément le bras dans la direction de sa compagne. Elle est trop éloignée de lui, il ne réussit pas même à l'effleurer. La femme, heurtée de plein fouet, est jetée sur le capot de la voiture où sa tête se fracasse contre le pare-brise, puis, projetée à 20 mètres du point de choc. Elle passe, « en quelques centimètres de seconde » de la lumière du dernier soleil aux ténèbres de l'insconscience, écrit-elle dans un récit publié par la presse suisse.

Elle retombe sur la route, dans le coma, le crâne, les épaules, les pommettes, les dents, les doigts brisés, le fémur gauche sectionné net, un trou béant dans le genou droit, des contusions partout, sur le visage et sur le corps. Hospital, réanimation, survie adéquate, souffrance atroce, invalidité, rééducation, infirmité.

« Lorsque, un matin, je suis sortie de l'insconscience, écrit-elle encore, je n'étais plus rien, ni personne. Je ne savais plus qui j'étais, je n'avais plus aucune

conscience pour me définir. J'avais perdu la parole, la mémoire et, évidemment, la goût et l'odorat... »

Deux ans ont passé. La voici chez elle. Première surprise : elle vient ouvrir la porte elle-même. Pas de béquilles, pas de canne, aucune aide. Jeune, raille, marié et solitaire. Tout sourire et pas l'air de souffrir. « Avec la chance que j'ai eue de m'en sortir vivante, vous ne voudriez pas que j'aie l'air triste ! » Ce n'est plus une victime qui parle. On serait tenté de lui demander bêtement « comment allez-vous ? ». C'est trop banal pour un destin pareil. Et on interroge — ce qui n'est guère mieux — « Où en êtes-vous ? »

« Vous me demandez où j'en suis. La « récupération » de ma mémoire, de mes souvenirs, m'occupe et me préoccupe. J'essaie de retrouver une partie de mon passé, de mes connaissances : comment ? En lisant et relisant sans cesse les mêmes textes. En regardant mes anciens films, photos et diapos, la mémoire visuelle suppléant parfois aux lacunes et faiblesses de l'ouïe. Le russe, que je parlais couramment, s'est effacé de ma mémoire : cette absence, pour moi, est comparable à celle d'un compagnon aimé, avec lequel j'aurais vécu longtemps. »

« Je suis rentrée de l'hôpital en janvier dernier. Ici, chez moi, il ne passait mille part : les portes étaient trop étroites. Lorsque j'étais seule dans la maison, ou quand je voulais absolument me débarrasser seule, j'amenais le fauteuil devant la porte de la pièce dans laquelle je voulais pénétrer. Je bloquais le frein, et, lentement, très lentement, je me laissais glisser du siège en me relevant de toutes mes forces aux montants métalliques, ces roues. Le vol était, en douceur, je rampe jusqu'au divan, meuble, bibliothèque de mon choix. J'appelle cela « voyager autour de mes chambres ». Un jour, dans cette position, je me suis observée dans une glace : j'ai compris, alors, l'importance de ne pas courber la tête vers le sol. Je me suis imposée de regarder toujours vers le haut et si possible, fût-ce à travers une fenêtre, vers le ciel. »

« Lorsque j'avais terminé mon « voyage », je rampe de nouveau jusqu'au fauteuil et m'y hisse au grès d'efforts indolents. Ces humiliations, il faut les subir en serrant les dents. Rien d'étonnant si certaines victimes, à force d'avoir dû avaler des couleurs, recrachent vipères et venin. »

« Ce n'est pas la rééducation physique, en définitive assez mécanique, qui demande le plus d'efforts. La rééducation du cœur et de l'esprit est plus longue et plus subtile : c'est une rééducation en profondeur. Il faut se refaire une vie intérieure nouvelle. »

« Pour dire merci »

« J'ai été très entourée. Par ma famille, mes amis, par des inconnus. Beaucoup d'inconnus m'ont écrit, téléphoné, sont venus me voir à l'hôpital. Ce ne sont pas toujours ceux que j'attendais qui se manifestent. Mais quelles salutaires leçons de solidarité et d'affection pour le prochain j'ai reçues ! Des personnes qui habitaient mon quartier, à deux pas de chez moi, sont allées cueillir des fruits dans mon verger, en ont fait de la confiture et me l'ont apportée à l'hôpital. Je les vois encore entrer dans ma chambre, embarrassées avec leurs petits pots enrubannés, parce que, disaient-elles, elles ne me connaissent pas et prennent des libertés. Je les ai servies dans mes bras et suis restée navrée d'avoir vécu un peu « en Suisse ». Ces personnes-là, n'aurais-je pas dû les connaître depuis longtemps ? »

« Lorsque j'étais complètement immobilisée — je ne marche plus depuis longtemps — la question qu'on me posait souvent était de savoir comment je passais les heures de « liberté » que me laissait un harassement horaire de physiothérapie. Ma première réponse a été celle-ci : « J'ai eu de longues conversations avec le ciel... »

« Non pour l'interroger à mon tour, mais pour lui rendre grâce. Pour lui dire merci, merci, de m'avoir redonné la vie, la tête, les jambes, la parole avec l'envie de chanter, l'esprit avec la sérénité et une vue de votre certitude. Merci de m'aider à me reconstruire à une existence viable et de me reforcer des outils de travail qui remplaceront ceux que j'ai perdus. »

NELLY A. SPOLTI

Au fil de la semaine

UN chercheur aussi savant, aussi acharné, aussi consciencieux, que Nucleos, n'en cherche pas, c'est inutile, il n'en existe pas. Chaque matin, il arrive dès 9 heures, ponctuellement, à son laboratoire, pose sa blouse blanche et au travail ! Cela fait six ans maintenant qu'il bombarde une plaque de métal avec une sorte de curieux petit canon. De temps en temps, il s'interrompt pour aligner fiévreusement quelques calculs. Puis il revient au canon et bombarde, bombarde, impavide et patient. Et ainsi jusqu'au soir, en oubliant souvent de déjeuner. Ne cherchez pas à comprendre, c'est trop compliqué. Sachez seulement que Nucleos prépare l'apocalypse et que, si ses travaux aboutissent — et ils aboutiront, n'en doutez pas ! — la destruction de la moitié de la planète pourrait bien devenir une affaire de très court terme.

À la tombée du jour, Nucleos pisse sa blouse, ferme sa porte, et redevient un citoyen à part entière. Nul n'est plus ardent que lui pour coller les affiches qui clouent au pilori les fauteurs de guerre. Nul n'est plus prompt à signer les pétitions, manifestes et motions, qui exigent plus de crédits pour la recherche et moins d'argent pour la défense. Nul n'est plus ardent sur les estrades des manifestations où on dénonce l'arme nucléaire. Nul, enfin, n'est plus éloquent pour peindre, les larmes aux yeux, l'univers en paix, la fraternité des hommes, un monde où, demain, tous seront libres, égaux, solidaires. S'ils ont survécu.

Doctus, lui, ne se soucie guère de manifester : il n'a pas le temps. Il arrive tout juste d'un colloque à Rio, il part, tout à l'heure, à l'instant, pour un symposium à Tokyo. Il sera de retour le 27, mais il reprendra l'avion le 29 pour Stockholm. Et le 28, précisément, il sera pris par des collègues étrangers de passage pour la journée.

Ah ! Peut-être pourra-t-on l'entrevoir entre le 10 et le 14 du mois prochain : il participe à un congrès qui, par chance, se tient à Paris. Mais, naturellement, pas le premier jour : il prononce le discours d'ouverture. Ni le dernier : les conclusions seront trop difficiles à débattre, il faudra veiller au grain. Ni le soir : il y a un dîner chaque jour, et même parfois deux, auxquels il se doit d'assister. À midi, il ne peut en être question : à peine une pause rapide, bien utile pour prendre quelques contacts.

On n'ose pas demander à Doctus quand il cherche et ce qu'il cherche. Allons donc ! Il donne des directives, et ses assistants travaillent sur ses instructions. D'ailleurs, ils sont sur la bonne voie. Ils auraient déjà abouti — enfin, presque — s'ils n'étaient si souvent dérangés. Par qui ? Mais voyons, par les collègues du patron ! Tous ces savants, à son exemple, passent le quart de leur vie en avion, la moitié dans les colloques, symposiums, congrès et autres rencontres, et le quart qui reste n'est pas trop pour préparer les rapports, rédiger les discours, étudier les documents et, quand même, si vous le permettez, prendre quelquefois un peu de repos.

Alors, d'une convention à une session d'étude ou entre un voyage d'information et une mission de coopération, les collègues étrangers passent souvent par Paris. Le patron n'est pas là pour les accueillir, puisqu'il est lui-même à l'autre bout du monde. Il faut bien que ses assistants s'en chargent, leur fassent visiter son laboratoire, leur expliquent ses travaux. Cela prend du temps. Ses recherches en souffrent. Pourtant, à notre époque, chacun sait cela, le dialogue, la confrontation, le travail d'équipe, sont les clés de la recherche. Doctus est sur la voie du succès.

Quel air triomphant arbore Lexicos ! Le petit dossier qu'il emporte sous le bras a demandé des centaines d'heures de travail, mais il va lui valoir la gloire et la fortune, c'est sûr.

Il se hâte vers la gare de Lyon. Car Lexicos, bien que professeur dans une université parisienne, n'habite pas la capitale. Il

vit à 1 000 kilomètres de sa chaire. Que voulez-vous : dans le Midi, il a sa maison, ses habitudes, sa femme en est originaire, ses enfants y ont leur lycée et leurs camarades, c'est bien suffisant.

Il arrive le mercredi matin, repart le jeudi soir, deux fois par mois. Quatre heures de court hebdomadaire, cela fait donc huit heures bloquées en deux grandes journées de travail. Les étudiants le guettent à l'entrée, à la sortie : ils n'ont qu'à lui écrire, il n'a pas de temps à perdre avec eux. Il court d'un séminaire à un jury, d'une réunion au centre d'études qu'il est censé diriger. Instructions aux assistants, démarches auprès du président et de l'administration, visites aux éditeurs, organisation de ses recherches. Ah ! Il lui faut bien vingt-six jours par mois ou soixant pour se remettre de ces quatre journées harassantes !

Car Lexicos est aussi un chercheur. Il a eu une idée. A vrai dire, elle n'est pas très originale, puisqu'elle a été essayée — sans ordonnance — aux États-Unis au début des années 30 et que, vite jugée sans intérêt, elle a été bientôt abandonnée. Mais Lexicos n'en a cure : il n'était pas né. Il a réinventé le procédé, a obtenu des crédits, a attaché à l'administration une pièce de l'université, y a installé un ordinateur et en avant ! Les étudiants se succèdent devant la machine, par roulement.

À quel sert-elle, que font-ils ? Ils comptent les mots des discours politiques. Travail fastidieux, interminable. L'année dernière, ils ont ainsi comptabilisé tous les mots d'un grand débat national. Ainsi a-t-on pu constater que tel orateur de gauche parlait plus souvent des Français, du travail, des prix, et son adversaire de droite plus volontiers de la France, de la société, du changement. N'objectez pas qu'on s'en serait douté. Lexicos est un chercheur. Les intuitions, il n'en a que faire. Ce qu'il recherche, ce sont des démonstrations rigoureuses, scientifiques.

Et après ? Eh bien, après, il en fait un livre. Il a déjà publié plusieurs études sorties de son atelier. Si ce ne sont pas des best-sellers, ils ont du moins un public forcé : les étudiants. Ainsi la toute bonne foi, en a-t-il des conclusions, avec éclat et assurance. Or un colloque, sous ordonnance, a mis le doigt sur l'erreur et s'est moqué de Lexicos. On en rit encore, mais discrètement, derrière son dos. Lexicos, superbe, feint de l'ignorer. Il croit vraiment avoir fait avancer la science d'un grand pas. Il ignore qu'un mot, prononcé une seule fois, peut donner son sens à tout un livre, à toute une œuvre. N'est-ce pas le cas, par exemple, pour cette pièce de Sacha Guitry, qui s'appelle justement « Le Mot de Caribonne » ?

La gloire et la fortune : précisément, Lexicos les attend de ce fameux petit dossier qu'il emporte sous le bras à la gare de Lyon et qui explique sa jubilation. Dans ce dossier, des mots et des chiffres, encore et toujours. Son prochain livre, que les comptables de l'ordinateur viennent tout juste d'achever et qu'il ne lui reste plus qu'à assortir de quelques commentaires et à signer. Pourvu qu'il n'y ait pas d'erreur, comme la dernière fois ! Car les étudiants ne sont pas sérieux, certains sont distraits : ils avaient failli passer un mot-clé qui figurait bel et bien dans les textes comptabilisés, et Lexicos, en toute bonne foi, en a-t-il des conclusions, avec éclat et assurance. Or un colloque, sous ordonnance, a mis le doigt sur l'erreur et s'est moqué de Lexicos. On en rit encore, mais discrètement, derrière son dos. Lexicos, superbe, feint de l'ignorer. Il croit vraiment avoir fait avancer la science d'un grand pas. Il ignore qu'un mot, prononcé une seule fois, peut donner son sens à tout un livre, à toute une œuvre. N'est-ce pas le cas, par exemple, pour cette pièce de Sacha Guitry, qui s'appelle justement « Le Mot de Caribonne » ?

Trois méchants portraits, injustes, excessifs, caricaturaux. Des chercheurs des savants, il en est heureusement d'autres sortes, qui, par leur savoir, par leur sérieux, par leur dévouement désintéressé, font avancer la science et reculer la souffrance, le malheur. Nucleos le pacifiste inventeur d'apocalypses, Doctus expert en colloques et Lexicos à l'énervation inutile sont naturellement imaginaires. Sans quoi la fonction de la recherche ne serait pas remplie, ses buts ne pourraient être atteints, l'avenir de la science serait bien compromis.

Ce qui, naturellement, ne saurait être le cas dans une nation bien organisée et bien administrée comme la nôtre.

LE SENS DE LA RECHERCHE

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

EL MOUDJAHID

Alger la Brune

Le quotidien d'Alger EL MOUDJAHID proteste : « Pour celui qui ne connaît Alger qu'à travers les voyages et les récits des autres, elle demeure l'éternelle « El Djazair la Blanche », appellation enroulée de mystère et de charme, synonyme d'une beauté immaculée. » Mais pour le touriste, pour le voyageur d'un jour, voire le simple citadin, Alger revêt malheureusement un autre visage ciselé par les travaux quotidiens et les rides que ne manquent pas de lui donner, de jour en jour, les différentes transformations improvisées au gré du temps. » Pour ceux-là, Alger est triste, délabrée, écorchée, et sa blancheur cède le pas à l'insupportable bouasse du marron et du noir qui surgissent là où la terre est retournée, là où le goudron des chaussées est crevé (...).

« Aujourd'hui, le citadin ne comprend pas pourquoi Alger n'est plus celle d'autrefois. Pourquoi des travaux entrepris depuis longtemps ne sont jamais terminés à temps (surtout pas du tout). Pourquoi le goudronnage des routes qui, en principe, devrait s'effectuer la nuit pour ne pas gêner la circulation, s'effectue paradoxalement le jour. »

Les Belges d'abord

« Après deux cents ans d'expérience comme « Bible des géographes de l'Europe », l'ouvrage de l'éditeur de la Bibliothèque de la Pléiade, sous le titre de « Les Belges d'abord », annonce THE FINANCIAL TIMES. » Le nouveau centre de recherche du Debrétt est situé à Winchester, probablement parce que les luyers y sont moins chers qu'à Londres, mais officiellement parce que c'est l'ancienne capitale des rois anglo-saxons. » Selon le quotidien anglais, « le directeur du Debrétt, M. Harold Brooks-Baker, estime que les plus grands snobs au monde sont les Belges. Vient ensuite les Français, les Américains, les Britanniques, les Autrichiens et les Allemands. »

DAILY EXPRESS

Six milliards de dollars dans le désert

« Même en Amérique, où on s'attendait à gigantesme, même en Arizona, où une petite vallée fluviale devient le Grand Canyon du Colorado, un chantier de démolition dont il faut un jour entier pour faire la tour impressionnante », raconte le correspondant aux Etats-Unis du quotidien anglais DAILY EXPRESS. » C'est, selon le correspondant, près de Tucson, des kilomètres de vieux chasseurs, de bombardiers, d'avions de transport géants qui fient jadis l'orgueil de la marine et de l'aviation américaines. »

« Tout cela, des hélicoptères qui échappèrent au Pacifique lors de la retraite du Vietnam aux trop fameux B 52 géants, cette aviation qui rebute représente plus de six milliards de dollars (trois cents milliards de francs) pris aux contribuables américains. (...) »

« La moitié environ de ces vieux coucoux continuent à voler, soit pour des gouvernements étrangers, soit pour divers services fédéraux, comme le ministère de l'Agriculture. Mais l'utilisateur essentiel de cette ferraille, comme dans un vieux garage automobile, c'est l'industrie des pièces détachées. »

THE STANDARD

Scandale à Lagos

La délégation kényane au deuxième Festival des arts noirs, réuni à Lagos, a pensé à tout sauf à son drapeau national, si l'on en croit THE STANDARD, de Nairobi, qui rapporte : « Le gigantesque deuxième Festival des arts et de la culture noirs a été l'occasion d'un double scandale dans les rangs de la délégation kényane. Certains délégués ne sont pas allés accompagner de leurs petites amies, mais ils ont oublié le drapeau national. »

« Alors que le Kenya est une source de respect dans toute l'Afrique pour son fabuleux héritage culturel, le choc a été grand le jour de l'ouverture du festival. Tandis que les autres délégations défilent drapeaux en tête, les Kényans ont réalisé qu'ils avaient oublié le leur chez eux (...). Parmi les cent quarante délégués, bon nombre étaient accompagnés d'amies sans liens avec les activités du festival (...). Selon des sources informées, sept membres au moins du Parlement jamaïcain ont été envoyés, dont les activités n'ont d'ailleurs pas été couvertes par la presse nationale, car les bureaucrates chargés de prendre des dispositions à cet effet à Nairobi s'en sont désintéressés. »

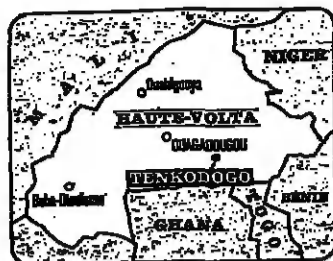
THE GUARDIAN

Chères consœurs...

Malgré le Women's Lib, la vie des femmes journalistes reste pleine de surprises, comme le raconte Bella Pick dans le GUARDIAN : « Il n'y a pas très longtemps, le premier ministre polonais était en visite à Londres. Un déjeuner officiel avait été organisé et j'y étais invitée. Je n'étais pas là depuis cinq minutes qu'un factotum vint m'informer — c'est le mot : « Madame, je crois que vous êtes attendue en haut, chez la femme du lord-maire. » Je ne le pensais pas, mais il m'ordonna de le suivre. »

« En haut, bien à l'écart, il y avait une collection d'épouses, y compris celle du premier ministre polonais. On me présenta. La femme du lord-maire consulta la liste. Je n'y figurais pas. J'avais été invitée comme journaliste, pas comme femme. Mais le secrétaire du lord-maire m'y avait prise. On me ramena en bas, dans l'assemblée pressée uniquement masculine. Mais on prit bien soin de ne m'exposer à aucune influence malsaine : à table, on m'assit à côté du chapelain du lord-maire. »

Lettre de Tenkodogo
Au berceau de l'empire des Mossis



Tenkodogo, Fada N'Gourma ou Gourmantché, Yatenga, Ouagadougou, fondés respectivement par les naba Ouédraogo, Lompo, Yandega, Oubri et le royaume de Bousama, auxquels s'ajoute une poussière de principautés.

« Les lois fondamentales qui ont présidé, dès le premier siècle, à la création de l'Empire ont été promulguées à cet endroit », nous dit l'un des fils de cette cité, qui, en dépit de sa haute naissance, tient à conserver l'anonymat. Et notre chroniqueur d'énumérer en ces termes les principales lois impériales : « Celle de la langue, facteur d'unité, celle de la guerre (« Unissez-vous face à l'ennemi »), celle sur l'ordre hiérarchique (la famille, le clan, le village, la tribu, le canton, la province, le royaume, l'Empire), celle sur la succession, qui ne se fait que par les hommes... »

Les Mossis, dont l'aire d'extension resta beaucoup plus modeste, imposèrent, nous dit-on, une civilisation et un mode de vie « qui font penser à l'Empire romain ». En tout cas, lorsque le naba proclama : « Qui-conque parle et comprend le mot (1) doit être considéré comme faisant partie intégrante de l'Empire des Mossis », on est tenté par l'analogie avec le célèbre *Civis romanus sum*. L'unité que leurs chefs surent, au-delà des querelles intestines, préserver à travers les siècles, explique que les envahisseurs d'aujourd'hui trouvent dans la cité un refuge sûr. Ce fut le cas des Sefas (2) du terrible Samory et des tribus Djermas des rives du Niger, auxquelles le seul prestige du nom des Mossis interdit de franchir leurs frontières.

Le premier Européen qui atteignit Tenkodogo accompagné d'une troupe armée y parvint, il y a exactement quatre-vingt ans. En 1886, le capitaine Donald Stewart, résident britannique à Koumassa, en Gèle Coast, franchit l'enceinte d'une ville où ne l'avaient précédé que de rares voyageurs isolés, dont l'officier allemand Kurt von François. Presque en même temps que Stewart arrive Voulet, dont le nom répandit le terreur dans tout le Sahel nigérien, après que la colonne de trailleries qui l'accompagnait eut dévasté des dizaines de villages. « Le Grand Capitaine » laisse paradoxalement un souvenir souriant (3). Ayant mis fin aux luttes qui oppri-

saient deux prétendants au trône, en s'assurant de la personne du moins populaire pour le faire défilier sous les quolibets de la foule nu, ficelé sur une haridelle, il acquit ici une réputation de pacifiste. Les habitants de la ville lui trouvent deux autres titres de gloire : celui d'avoir pris pour épouse indigène une femme peulhe, d'une beauté que l'on dit sans égale, conjointe qui lui survécut ici durant plus de quarante années ; celui d'avoir conclu un accord, le 9 février 1897, aux termes duquel les troupes britanniques, équipées d'une meurtrière mitrailleuse Maxim Nordenfiedt, devaient se replier vers le sud, en pays dagomba et laisser la place aux Français de la mission Voulet.

Habile diplomate, contrairement aux personnages grotesques que Jean-Jacques Annaud a mis en scène dans la *Victoire en chantant*. Voulet prit soin de sauvegarder la dignité des Européens face aux Africains. Il stipula que Français et Britanniques quitteraient Tenkodogo le même jour, à la même heure, les premiers vers le nord, les seconds vers le sud, étant entendu que les premiers reviendraient plus tard exercer leur droit d'occupation (4).

DEPUIS l'époque médiévale, qui vit le début de la longue marche des cavaliers mossis, la modeste cité a vécu des heures historiques qui restent aux modestes dimensions de son rayonnement. C'est ici que, durant la Grande Guerre, l'administrateur d'Arboussier, aristocrate gascon alors commandant du cercle de Ouagadougou, regroupa les partisans mossis qu'il devait victorieusement lancer à la conquête du Togo, alors placé sous domination allemande.

Au bout de l'allée de caillodrats qui traverse l'ancien quartier administratif, se trouve l'ancienne résidence du commandant de cercle où se rencontrent les anciens présidents Maurice Yamogo de Haute-Volta et Kwame Nkrumah du Ghana avant de décider, en 1961, de briser symboliquement, à coups de haches, la barrière qui séparait les deux Etats. C'est en haut de ce même escalier entoué sous les bougainvilliers qu'à plusieurs reprises, au cours des dernières années, les généraux Eyadema du Togo et Lamizana de Haute-Volta, que l'on

dit bons compagnons d'armes et fidèles compagnons, eurent de longs entretiens.

Mais les habitants de Tenkodogo parlent plus volontiers de deux destins plus humbles : celui de Léonce Combes et celui de « M. Raymond ». Le premier était le fils du célèbre « petit père », créateur de la loi et du bouillonnant partisan de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Après avoir servi dans l'administration à l'époque coloniale, il se retira ici en 1920 et y mourut quatre-vingt ans plus tard. Sa femme et sa fille, après une vaine tentative de réinstallation en France, virent finir leurs jours à Tenkodogo, entourées par les soins d'une population qui les avait adoptées.

« M. Raymond » était d'origine genevoise et avait eu maille à partir avec la justice en Europe. Commerçant, transporteur, planteur, réputé joueur et coureur de jupons, il a laissé un étonnant château de banco dont les murailles crénelées s'écroulent lentement sous la morsure des pluies tropicales. Disposées en quinconce, à l'extérieur de la cité, de superbes kapokiers témoignent de l'activité de « M. Raymond », qui les planta lui-même. L'un d'entre eux laisse tomber de sa ramure imposante une pluie de gros flocons neigeux qui recouvrent la pierre tombale de Léonce Combes, où un marbre gravé précise : « Décédé à Tenkodogo le 15 novembre 1924 à l'âge de 53 ans ». A proximité, dans les eaux temporaires d'un marigot, des femmes frappent leur linge en cadence, tandis qu'armées de simples tresses de paille des gâteaux péchoient des alevins. A moins de deux cents kilomètres de la capitale voltaïque, le petit peuple de Tenkodogo vit à l'heure du frigidaire à pétrole de l'époque de Léonce Combes et de « M. Raymond », au rythme lent du porteur d'eau, celui de l'Afrique de Voulet, « le Grand Capitaine ».

PHILIPPE DEGRAENE.

- (1) La langue des Mossis.
(2) Guerriers.
(3) A propos des massacres perpétrés par la mission Voulet-Chanoine, voir notamment le *Grand Capitaine*, de Jacques-François Rolland, Editions Grasset, 1976.
(4) In *Genèse de la Haute-Volta*, d'Albert Balima, Ouagadougou, 1970, p. 54.

A RABAT

LA DEUXIÈME BIENNALE DES PEINTRES ARABES EST CONTESTÉE

Du 27 décembre 1976 au 27 janvier 1977, s'est tenue à Rabat, au musée des Oudayas, la 12^e Biennale des peintres arabes. L'Algerie, qui avait participé en 1974 à la 1^{re} Biennale de Bagdad, n'a pas répondu à l'invitation. Le Liban et le Soudan n'ont pas été représentés. On estime à plus de soixante mille le nombre des visiteurs.

UNE épée rouillée traverse un corps. Le corps d'un Palestinien. Elle déchire en son milieu la toile. Par terre, du sable et quelques gouttes de sang. Non, pas du sang, mais de la peinture rouge. C'est ainsi qu'un peintre irakien, Qasem Halid, a voulu témoigner sur la douleur du peuple palestinien. Quelle misère ! Cette indigence, qui a attiré une foule de curieux, ne se limitait pas au pavillon irakien. Nous retrouvons le même misérabilisme chez la plupart des participants ; les Egyptiens ont poussé la mesquinerie jusqu'à vouloir vendre leurs toiles au public.

A Rabat, les peintres marocains, réunis dans l'Association des arts plastiques que préside M. Karim Bannani, n'ont pas caché leur déception ni leur désarroi. Ils ne se faisaient pas d'illusion sur la qualité des œuvres que les gouvernements arabes allaient envoyer. Ils pensaient que la Biennale allait être l'occasion de poser et de discuter un certain nombre de problèmes entre les peintres arabes d'une part et le public d'autre part. Or les visiteurs venaient voir des tableaux accrochés dans les salons d'un jardin merveilleux, et repartaient avec le vague souvenir de quelques couleurs.

La presse nationale a émis des réserves sur le déroulement de cette manifestation : un journal irakien l'a vivement critiquée. L'Association marocaine des arts plastiques, qui a préparé cette de Voulet, « le Grand Capitaine », ministère de la culture, rejette la responsabilité de l'échec sur l'ad-

ministration, qui a précipité la date d'ouverture et bouleversé le programme. L'Association perd l'initiative de l'organisation. Au départ, la Biennale devait se dérouler dans la foire de Casablanca, un lieu très populaire. Les peintres marocains devaient aménager cette grande surface en différents espaces, selon des thèmes et des tendances. Après six mois de réunions et de préparatifs, le ministère jugea le devis trop élevé. Des dissensions à l'intérieur de l'Association favorisèrent la politique de l'administration, qui les mit devant le fait accompli et annonça officiellement la tenue de la Biennale à Rabat selon ses propres prévisions.

Mohamed Chehaa, un des fondateurs de l'Association et délégué de l'Union des artistes arabes au Maroc, constate : « L'esprit des beaux-arts est maintenu. L'Union des peintres arabes a demandé l'hospitalité à l'Etat marocain. On avait le sentiment que cette Biennale allait se passer ainsi. C'est un échec. Un scandale pour nous, peintres marocains, qui avions tracé les grandes lignes du manifeste à Bagdad : une Biennale différente de celles qui se tiennent en Europe, une Biennale animée, vivante, ouverte sur les interrogations du public. On s'est engagé à faire une Biennale dans cet esprit, mais on n'a pas pu, car c'est l'administration qui dispose de moyens. » En effet, des débats, des conférences, des rencontres avec le public étaient prévus. Mais l'Association s'est désintéressée de la Biennale à partir du moment où l'administration a pris les choses en main. Farid Belkhalila a non seulement retiré ses toiles, mais a démissionné de l'Association, dont il fut un des membres importants. Pour lui, la Biennale de Rabat est « la répétition de celle de Bagdad, avec en moins l'organisation ». Kacimi reconnaît que les peintres marocains auraient dû entreprendre au sein de la Biennale une activité et une animation parallèles.

Mohamed Melaïli, un des fondateurs de l'Association, revendique une part de responsabilité dans l'échec de cette manifestation. Elle reste cependant, d'après lui, une bonne chose, dans la mesure où elle reflète la situation de l'art pictural dans le monde arabe. Elle a permis de révéler les faiblesses. Ce genre d'exposition — bien ou mal préparée — aurait donné la même chose. « Notre espoir, dit encore Melaïli, était de montrer quelque chose de différent. Le ministère était le payeur, il n'a pas saisi le rêve qu'on voulait faire de cette Biennale. On connaissait ce que les autres pays allaient présenter. On voulait créer alors un autre environnement, sortir du tableau, sortir du musée, susciter un autre regard, travailler sur l'espace, faire une manifestation dynamique et vivante. »

L'autocritique à laquelle les peintres marocains se sont livrés est un pas en avant. Il reste cependant des questions que le visiteur ne peut s'empêcher de poser : Pourquoi les travaux exposés sont-ils d'un niveau si constant ? Pourquoi les peintres marocains ne se sont-ils pas manifestés durant toute la durée de la Biennale ? Pourquoi n'ont-ils pas essayé d'exposer et d'expliquer leur point de vue au public ?

Il faut signaler que l'Union des artistes arabes réunit en son sein des associations de tous les pays arabes. Ces associations, à l'exception de celle du Maroc et du Liban, sont officielles. Peut-on dire que des artistes de grande valeur qui refusent la mainmise de l'Etat n'ont pas participé à cette Biennale ? Il y eut, c'est vrai, des absents de marque. Mais il est aussi vrai que l'état actuel de la création artistique dans le monde arabe est en crise. Le statut de l'artiste n'est pas défini. L'absence de critique fausse les critères. D'autres affirment que l'Egypte et la Syrie, par exemple, quand elles participent à la Biennale de Venise, se font représenter par des œuvres beaucoup

plus intéressantes ! Le sous-développement est là, dans la persistance de ces deux visions : respect de l'exigence occidentale ; indifférence vis-à-vis de l'exigence arabe.

La Biennale, telle qu'elle s'est tenue, avec ses défilés et sa médiocrité, a permis, notamment aux peintres marocains, de nouvelles interrogations et une remise en question plus ou moins profonde. Ne serait-ce que pour cela, elle fut utile.

TAHAR BEN JELLOUN.

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue des Italiens
75137 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
98 F 175 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
108 F 335 F 523 F 690 F

ETRANGER
(par messageries)
L.-BELGIQUE - LUXEMBOURG
PARS-BAS - SUISSE
125 F 330 F 523 F 690 F

II. - TUNISIE
163 F 305 F 445 F 590 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse officiels ou privés (au moins deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les autres comptes en compte d'impression.

AUX États-Unis, la
Informations locales

« Les médias américains ont une responsabilité particulière dans la diffusion d'informations locales. Ils ont le devoir de fournir aux citoyens des données précises et complètes sur les événements qui se déroulent dans leur région. C'est pourquoi il est essentiel que les journalistes soient bien informés et qu'ils travaillent de manière indépendante. »

« Les médias américains ont une responsabilité particulière dans la diffusion d'informations locales. Ils ont le devoir de fournir aux citoyens des données précises et complètes sur les événements qui se déroulent dans leur région. C'est pourquoi il est essentiel que les journalistes soient bien informés et qu'ils travaillent de manière indépendante. »

Les usagers faisaient la pa

« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

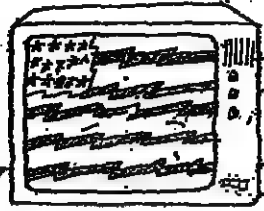
« Les usagers d'exploitation (travailleurs) ont le droit de participer à la gestion de l'entreprise. C'est pourquoi il est essentiel que les entreprises mettent en place des mécanismes qui permettent aux usagers de s'exprimer et d'être écoutés. »

مركز الفن الأصلى

Mossis

Aux États-Unis, le petit écran se consomme

Informations locales pour des citoyens responsables



DE la Fayette (Louisiane) à Miami (Floride), de la capitale du Texas à celle du New York, les journaux de télévision sont partout. Ils ont même leur propre langue, le *newspeak*, un langage technique et précis, qui permet de communiquer rapidement et efficacement. Les journaux de télévision sont donc des outils essentiels pour les citoyens responsables.

Le principe est simple : informer le citoyen. Mais pour cela, il faut que l'information soit accessible à tous. C'est pourquoi les journaux de télévision ont développé des techniques pour rendre l'information plus compréhensible et plus intéressante. Ils utilisent des images, des sons, des textes, pour créer une expérience immersive pour le spectateur.

Le principe est simple : informer le citoyen. Mais pour cela, il faut que l'information soit accessible à tous. C'est pourquoi les journaux de télévision ont développé des techniques pour rendre l'information plus compréhensible et plus intéressante. Ils utilisent des images, des sons, des textes, pour créer une expérience immersive pour le spectateur.

Le principe est simple : informer le citoyen. Mais pour cela, il faut que l'information soit accessible à tous. C'est pourquoi les journaux de télévision ont développé des techniques pour rendre l'information plus compréhensible et plus intéressante. Ils utilisent des images, des sons, des textes, pour créer une expérience immersive pour le spectateur.

Le ménage à trois
Un ménage à trois, c'est une situation où trois personnes sont impliquées dans une relation. Dans le monde de la télévision, cela peut signifier une collaboration entre trois personnes pour créer un programme. C'est une situation qui nécessite une communication claire et une répartition des rôles précise.

Show-business
Le show-business est l'industrie du spectacle. Elle comprend des domaines tels que le cinéma, la télévision, le théâtre, la musique, etc. C'est une industrie qui génère de grandes richesses et qui attire l'attention du public. Les professionnels du show-business doivent donc être capables de créer des spectacles captivants et innovants.

Le façonnage des nouvelles
Le façonnage des nouvelles est le processus de sélection et de présentation de l'information. Les journalistes doivent choisir les nouvelles qui sont les plus importantes et les plus intéressantes pour leur public. Ils doivent également décider de la manière dont elles seront présentées, en utilisant des images, des sons, des textes, etc.

Le façonnage des nouvelles
Le façonnage des nouvelles est le processus de sélection et de présentation de l'information. Les journalistes doivent choisir les nouvelles qui sont les plus importantes et les plus intéressantes pour leur public. Ils doivent également décider de la manière dont elles seront présentées, en utilisant des images, des sons, des textes, etc.

Si les usagers faisaient la part des choses

En 1968, un documentaire de la chaîne CBS sur la télévision américaine a révélé que les usagers de la télévision ne faisaient pas la part des choses. Ils ne distinguaient pas entre l'information et la publicité, entre le divertissement et l'éducation. Cela a conduit à une réflexion sur le rôle de la télévision dans la société.

Les licences d'exploitation (renewal) des chaînes de télévision sont un sujet complexe. Elles impliquent des négociations entre les propriétaires des chaînes et les autorités réglementaires. Ces négociations peuvent être influencées par de nombreux facteurs, tels que le succès commercial de la chaîne, les changements dans le paysage médiatique, etc.

L'argent empêche la confrontation
L'argent joue un rôle important dans le monde de la télévision. Il peut être utilisé pour acheter des programmes, pour payer des journalistes, pour financer des campagnes publicitaires, etc. Mais l'argent peut également être utilisé pour manipuler l'information et pour empêcher la confrontation entre les différentes parties prenantes.

La pluralité...
La pluralité est un principe fondamental de la démocratie. Elle implique que toutes les voix doivent être entendues et que toutes les opinions doivent être représentées. Dans le monde de la télévision, cela signifie que les programmes doivent être diversifiés et que les journalistes doivent être indépendants.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

Tout message est biaisé
Tout message est biaisé, car il est influencé par les intérêts et les valeurs de celui qui le transmet. Dans le monde de la télévision, cela signifie que les programmes et les nouvelles ne sont jamais totalement objectifs. Ils reflètent toujours une certaine vision du monde.

Réelle
La télévision est un médium puissant qui peut influencer l'opinion publique et le comportement des individus. Elle peut être utilisée pour éduquer, pour divertir, pour informer, etc. Mais elle peut également être utilisée pour manipuler et pour promouvoir des intérêts particuliers.

La pluralité...
La pluralité est un principe fondamental de la démocratie. Elle implique que toutes les voix doivent être entendues et que toutes les opinions doivent être représentées. Dans le monde de la télévision, cela signifie que les programmes doivent être diversifiés et que les journalistes doivent être indépendants.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

L'expérience communautaire de George Stoney

INVITE la semaine dernière au Centre communautaire de George Stoney, un homme qui a consacré sa vie à la création d'un média alternatif. George Stoney a fondé le Centre communautaire de George Stoney, un média indépendant qui vise à servir les besoins de la communauté.

La vidéo du changement
La vidéo est un médium puissant qui peut être utilisé pour documenter les événements et pour promouvoir le changement. George Stoney a utilisé la vidéo pour créer des films qui abordent des questions sociales et politiques importantes. Ces films ont été diffusés dans des lieux publics et ont permis de sensibiliser le public à ces questions.

Exprimer ses doléances
La télévision est un médium puissant qui peut être utilisé pour exprimer ses doléances et pour demander des changements. George Stoney a utilisé la télévision pour créer des programmes qui abordent des questions sociales et politiques importantes. Ces programmes ont permis de donner une voix aux personnes qui se sentaient ignorées.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

Un certain idéalisme
Un certain idéalisme est nécessaire pour que la télévision joue son rôle de manière efficace. Les professionnels de la télévision doivent avoir une vision claire de ce qu'ils veulent accomplir et ils doivent être prêts à sacrifier pour cette vision. Ils doivent également être capables de résister aux pressions commerciales et politiques.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.

Le monde
Le monde est un lieu complexe et changeant. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que la technologie, la culture, l'économie, etc. La télévision joue un rôle important dans la façon dont nous percevons le monde et dans la façon dont nous interagissons avec lui.



Libres opinions

Le mythe publicitaire

Les médecins de la région de Hanovre ont fait grève

1 ^{er} trim 1875	285 773	32 670
TOTAL	868 326	120 961
1 ^{er} trim 1876	321 356	36 225
2 ^e trim 1876	328 228	38 458
3 ^e trim 1876	353 458	40 440
4 ^e trim 1876	265 458	44 250
TOTAL	977 515	160 233

cinémas



Les films nouveaux

--	--

20, RUE GUJAS : - 33-89-22

INDUSTRIE

L'aide à la sidérurgie lorraine

1 ^{er} trim 1875	285 773	32 670
TOTAL	868 326	120 961
1 ^{er} trim 1876	321 356	36 225
2 ^e trim 1876	328 238	38 458
3 ^e trim 1876	353 458	40 440
4 ^e trim 1876	265 489	44 538
TOTAL	977 515	160 239

[illegible]

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Les médecins de la région de Hanovre ont fait grève

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, plus de 90 % des médecins et des dentistes de la région de Hanovre ont fermé leur cabinet le 11 février, pour protester contre un projet de loi visant à freiner l'augmentation des coûts de la santé. Seuls les services d'urgence ont été assurés, les organisations professionnelles de médecins qui ont soutenu les grévistes estiment que ce projet constitue le premier pas vers une « socialisation de la médecine ».

Les principales dispositions de ce projet de loi préparé par les services du ministère du travail et des affaires sociales, mais qui n'a pas encore été discuté en conseil des ministres, sont les suivantes :

- Accord entre les caisses d'assurance-maladie et les organisations de médecins pour que les honoraires médicaux augmentent plus vite que le revenu moyen des assurés sociaux (compte tenu d'un certain nombre de contraintes administratives comme le temps de travail des médecins, le coût de fonctionnement des cabinets...).
- Accord entre les caisses et la profession pour plafonner les dépenses de médicaments.
- Établissement par des experts d'une liste des médicaments classés selon le rapport efficacité-prix.
- Réévaluation de l'acte médical proprement dit par rapport aux opérations de laboratoire.
- Possibilité pour les hôpitaux de pratiquer un traitement ambulatoire des patients.

Les médecins protestataires estiment que les deux premières dispositions, notamment, suppriment la liberté de prescription et de traitement, et que l'efficacité et le travail d'un médecin ne peuvent se mesurer comme la moyenne des revenus des assurés.

Le ministre du travail, M. Eberhard, a vivement réagi aux accusations des médecins. Il a qualifié leur action de « mauvaise plaisanterie », de « tentative de chantage sur le Bundestag » et de « réaction incompréhensible, déraisonnable et irresponsable ».

Les coûts de la santé ont augmenté en R.F.A. à un rythme tel que, selon les experts, la cotisation d'assurance-maladie représenterait la totalité du salaire en l'an 2000 et la progression se poursuivrait. Les médecins n'en sont pas les seuls responsables ; mais ces dernières années leurs revenus ont augmenté deux fois plus vite que le revenu moyen des Allemands. En 1975, la progression des honoraires avait été limitée à 2,3 % à la suite d'un accord entre les caisses et la profession. Mais les dépenses des caisses d'assurance-maladie n'ont pas moins augmenté de 15 %, car beaucoup de médecins ont privilégié les actes « chers » aux dépens des actes « moins chers ».

Richard Ellis ouvre un Bureau de Conseil en Investissements Immobiliers aux U.S.A.

Richard Ellis annonce l'ouverture de son bureau de Chicago (U.S.A.). Ses services offriront aux investisseurs américains et étrangers des conseils en investissements immobiliers aux États-Unis. Le nouveau bureau a pris pour salon social Richard Ellis A.E. Le conseil immobilier américain des plus réputés, Richard Ellis A.E. est actuellement dirigé par Chas. Budden, jusqu'ici un des responsables du Département Investissements au bureau de Londres, et Don Bodel précédemment chez A.E. Le Page (Toronto).

Richard Ellis a acquis, en raison des nombreuses opérations déjà menées à bien aux États-Unis, une profonde connaissance des possibilités offertes par les investissements immobiliers dans les principales zones urbaines.

L'adresse du bureau de Chicago est : One Illinois Centre, 111 East Wacker Drive, Suite 225, Chicago, Illinois 60601 - Tél. : (312) 561-1155.

Four tous renseignements, s'adresser à :

John Brill/Sterling Public Relations London - Tél. : 242-25-31.

Chris Budden/Richard Ellis A.E. Chicago - Tél. : 312-561-1155.

J.P. de Saunier/Richard Ellis A.E. Paris - Téléphone : 225-27-80.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

KUBOTA

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 2 février 1977 a adopté la résolution suivante concernant l'émission d'actions ordinaires sur le marché étranger.

- 1) Nature et nombre d'actions émises. — Émission de dix millions d'actions au maximum, sous la forme nominative et au pair (50 yen par action).
- 2) Prix d'émission. — Le prix d'émission ne sera pas inférieur au pair et sera fixé par le conseil d'administration qui doit se réunir avant la signature du contrat de garantie.
- 3) Modalités de l'émission. — Les modalités du syndicat qui prendront en charge la totalité de l'émission et le placement de l'excédent de la vente des actions émises sur le marché étranger, principalement aux U.S.A. ou les titres seront représentés par des certificats de dépôt américains émis par le dépositaire, Morgan Guaranty Trust, conformément aux accords qu'il a signés avec la société. (Les investisseurs auront la possibilité de choisir la forme des certificats de dépôt européens).
- 4) Date et règlement. — La date de règlement sera fixée par le conseil.

L'administration qui doit se réunir avant la signature du contrat de garantie.

- 5) Dividendes. — Les actions nouvelles auront droit au dividende qui sera payé aux actionnaires enregistrés sur les livres de la société à la date de l'assemblée, soit le 15 avril 1977, au même titre que les actions anciennes en circulation au moment de l'émission.
- 6) Chefs de file de l'opération. — Smith Barney - Baris Uppham and Co. Incorporated - The Nikko Securities Co. International, Inc.
- 7) Dépositaire. — Morgan Guaranty Trust Company of New York.
- 8) En outre, il est prévu que, parallèlement à cette émission, des actions ordinaires de la société déjà en circulation seront transformées en certificats de dépôt américains.
- 9) L'émission ci-dessus est soumise à l'approbation et aux autorisations nécessaires des autorités japonaises et américaines.

Le produit net de l'émission d'actions servira au financement des investissements de la société et au renforcement de ses fonds propres.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE

Obligations 5 % 1964

Les intérêts courus du 1er mars 1976 au 28 février 1977 sur les obligations Gaz de France 5 % 1964 seront payables, à partir du 1er mars 1977, à raison de 25 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5 F (montant global 20 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4 F, soit un net de 21 F.

Après sont rappelés les séries suivantes aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1965, série « A » ;
- Amortissement 1966, série « B » ;
- Amortissement 1967, série « C » ;
- Amortissement 1968, série « D » ;
- Amortissement 1969, série « E » ;
- Amortissement 1970, série « F » ;
- Amortissement 1971, série « G » ;
- Amortissement 1972, série « H » ;
- Amortissement 1973, série « I » ;
- Amortissement 1974, série « J » ;
- Amortissement 1975, série « K » ;
- Amortissement 1976, série « L » ;
- Amortissement 1977, série « M » ;
- Amortissement 1978, série « N » ;
- Amortissement 1979, série « O » ;
- Amortissement 1980, série « P » ;
- Amortissement 1981, série « Q » ;
- Amortissement 1982, série « R » ;
- Amortissement 1983, série « S » ;
- Amortissement 1984, série « T » ;
- Amortissement 1985, série « U » ;
- Amortissement 1986, série « V » ;
- Amortissement 1987, série « W » ;
- Amortissement 1988, série « X » ;
- Amortissement 1989, série « Y » ;
- Amortissement 1990, série « Z » ;

GAZ DE FRANCE

Obligations 5,50 % février 1972

Les intérêts courus du 15 mars 1976 au 28 février 1977 sur les obligations Gaz de France 5,50 % 1972 seront payables, à partir du 1er mars 1977, à raison de 27,50 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5,50 F (montant global 22,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,37 F, soit un net de 31,88 F.

GRANDS MOULINS DE PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES

	Minoterie	Aliments	Total
1er trim. 1973	280 047	33 630	313 677
2e trim. 1973	228 482	33 282	261 764
3e trim. 1973	237 622	30 379	268 001
4e trim. 1973	265 775	32 670	298 445
TOTAL	992 928	129 961	1 122 889
1er trim. 1976	221 355	36 628	257 983
2e trim. 1976	226 233	35 298	261 531
3e trim. 1976	255 456	42 440	297 896
4e trim. 1976	255 466	44 565	300 031
TOTAL	977 515	158 931	1 136 446

ADMINISTRATION

BILLET

La réforme du ministère de l'économie et des finances

La citadelle coupée en deux ?

Beaucoup d'obscurité pour bien peu de lumière : la réforme du ministère de l'économie et des finances annoncée le 1er février par M. Giscard d'Estaing (le Monde du 3 février) n'a pas fait beaucoup parler d'elle. Et pour cause : les informations fournies par les pouvoirs publics ont été — et restent — aussi discrètes que contradictoires. On en arriverait à se demander si la réforme n'est qu'une simple opération de camouflage dans ce climat préférentiel tant de choses sont dites...

Cette réaction d'incrédulité, la déclaration de M. Giscard d'Estaing l'a provoquée dans l'administration. « Je ne saurais pas dire si la réforme sera conduite à demander au gouvernement prochainement d'entreprendre en particulier la réforme du ministère de l'économie et des finances. Je rendrai publique dans quelques jours une lettre que je vais écrire au premier ministre à cet égard », avait déclaré le chef de l'État. Apparemment, M. Giscard d'Estaing n'a toujours pas envoyé cette lettre.

Et si, pourtant, quelques choses d'importantes se tramèrent dans les coulisses ? La réforme envisagée ne se bornerait pas, croit-on savoir, à « humaniser » les rapports quotidiens entre les services du ministère de

LA C.G.T. dénonce la faiblesse et l'anarchie des rémunérations des ouvriers

Une étude approfondie sur la situation réelle des salaires vient d'être publiée par la C.G.T. Selon ce document, huit millions de salariés gagnent moins de 2 500 francs par mois et dans de nombreux secteurs d'activité, les salaires sont au niveau du SMIC, par exemple dans le textile et l'habillement, les deux tiers des ouvriers reçoivent moins de 1 700 francs par mois.

La plupart des salariés, estime la C.G.T., ont subi en 1976 une perte de pouvoir d'achat, et l'ont vu diminuer de 10 à 15 %.

Sur ces bases, des discussions vont d'abord ouvrir parmi les travailleurs, afin qu'ils élaborent des revendications « collées » aux entreprises. Ces efforts doivent conduire à une proposition de réforme totale du système actuel des rémunérations. La C.G.T. s'engage dans une action de longue haleine, qui sera également « utile dans la perspective d'un changement de politique et de l'arrivée de la gauche au pouvoir ».

AÉRONAUTIQUE

Les syndicats de la SNIAS accusent la compagnie privée U.T.A. de « mener une politique antinationale » en achetant des avions américains

De notre correspondant régional

Toulouse. — Pour les organisations syndicales C.G.C., F.O. et C.F.T.C., gestionnaires du comité d'entreprise de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), qui ont organisé, vendredi 11 février, une journée d'explication à Toulouse, l'industrie aéronautique française et européenne livre actuellement son combat de la dernière chance face au marché américain, devenu une véritable « chasse » gardée.

Le comité d'entreprise de la SNIAS ne reproche pas aux Américains de pratiquer le protectionnisme, mais il critique le gouvernement français « incapable de défendre ses intérêts, en particulier le nôtre — veulent-ils qu'il ou non maintienne une activité aéronautique civile ? Au moment où les pays du tiers-monde commencent à fabriquer à bas prix des produits de technologie moyenne, peut-on abandonner le domaine de la technologie de pointe comme l'aéronautique, alors que nous avons déjà quasiment perdu l'informatique ? ».

De leur côté, les syndicats C.G.T. de la SNIAS, qui comptent quatre cents salariés au comité d'entreprise, ont fait connaître leur point de vue sur la gravité de l'actuelle situation économique. « Après la suppression de mille deux cents emplois attendus en 1977 dans la seule division « avions » de la SNIAS, la décision de Western Airlines de ne pas acheter d'Airbus va donner à la déflation une tournure agressive ».

On peut aussi reprocher à la France l'utilisation incomplète de son savoir technologique. Alors, les responsables syndicaux de la SNIAS posent la question : « Les gouvernements européens en particulier le nôtre — veulent-ils qu'il ou non maintienne une activité aéronautique civile ? Au moment où les pays du tiers-monde commencent à fabriquer à bas prix des produits de technologie moyenne, peut-on abandonner le domaine de la technologie de pointe comme l'aéronautique, alors que nous avons déjà quasiment perdu l'informatique ? ».

De leur côté, les syndicats C.G.T. de la SNIAS, qui comptent quatre cents salariés au comité d'entreprise, ont fait connaître leur point de vue sur la gravité de l'actuelle situation économique. « Après la suppression de mille deux cents emplois attendus en 1977 dans la seule division « avions » de la SNIAS, la décision de Western Airlines de ne pas acheter d'Airbus va donner à la déflation une tournure agressive ».

FAITS ET CHIFFRES

Calais, environ quatre cents salariés de l'atelier de montage du département 2, où se fabrique le moteur de la 104 Peugeot et de la R 14, continuent la grève commencée le 28 janvier.

Il s'agit d'une réévaluation des primes et diverses améliorations de conditions de travail. Une réunion paritaire à l'inspection du travail de Lille n'a donné, le 11 février, aucun résultat. La C.F.D.T. qui avait initié une procédure en référé devant le tribunal de Béthune a proposé de l'utilisation de travailleurs intermédiaires dans les services en grève, a été déboutée ; le juge a constaté que l'emploi des intermédiaires était une pratique courante, antérieure aux arrêts de travail. La C.F.D.T. a décidé de faire appel. — (Corresp.)

Énergie

● LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE A BAISSÉ EN JANVIER DE 0,5 % par rapport à janvier 1976. Selon les statistiques du Comité professionnel du pétrole, la consommation d'énergie ordinaire a augmenté de 0,3 %, et celle du super a baissé de 0,7 %. En revanche, le gas-oil a enregistré une hausse de ses ventes de 9,1 % en un an.

Syndicats

● M. BERGERON, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré le 11 février devant le comité confédéral de son organisation : « La paralysie de la vie sociale ne peut durer longtemps sans conséquences graves. » Il a renouvelé son refus de « laisser mettre en cause la liberté de négociation » par les syndicats F.O., C.G.T. et C.F.D.T. après le démantèlement par la police, il y a une dizaine de jours, des barrages établis sur la Seine en aval de Paris et près de Rouen.

● A LA FRANÇAISE DE MÉCANIQUE, filiale commune Peugeot-Benali, qui emploie trois mille cinq cents personnes à Douvrin (Pas-de-Calais), environ quatre cents salariés de l'atelier de montage du département 2, où se fabrique le moteur de la 104 Peugeot et de la R 14, continuent la grève commencée le 28 janvier.

Il s'agit d'une réévaluation des primes et diverses améliorations de conditions de travail. Une réunion paritaire à l'inspection du travail de Lille n'a donné, le 11 février, aucun résultat. La C.F.D.T. qui avait initié une procédure en référé devant le tribunal de Béthune a proposé de l'utilisation de travailleurs intermédiaires dans les services en grève, a été déboutée ; le juge a constaté que l'emploi des intermédiaires était une pratique courante, antérieure aux arrêts de travail. La C.F.D.T. a décidé de faire appel. — (Corresp.)

● POURSUITE DE LA GREVE DES MARINERS. — Les salariés de la navigation fluviale appartenant à F.O. se sont prononcés, le vendredi 11 février, à Rouen, en faveur de la poursuite de la grève, entamée le 2 février. Les barrières sur la Seine seront maintenues jusqu'à ce que s'ouvrent des négociations avec les armateurs fluviaux, en présence d'un représentant du ministère du travail. Une délégation doit se rendre ce samedi matin à Paris pour obtenir une entrevue avec les armateurs. Le mouvement de grève avait été déclenché par les syndicats F.O., C.G.T. et C.F.D.T. après le démantèlement par la police, il y a une dizaine de jours, des barrages établis sur la Seine en aval de Paris et près de Rouen.

● AUX TISSAGES DE SOIERIES REUNIES A LYON, les syndicats ont organisé, le 10 février, une grève de vingt-quatre heures pour s'opposer

UN RÉACTEUR FRANCO-AMÉRICAIN SERA MONTÉ SUR UN BOEING-707

La compagnie américaine Boeing a signé, le jeudi 10 février à Seattle (État de Washington), un accord avec General Electric et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), par lequel elle s'est engagée à adapter le réacteur CFM-56, de 10 tonnes de poussée, produit par ces deux dernières sociétés, sur la cellule d'un avion intercontinental du type Boeing-707.

Selon les signataires de l'accord, le but de ce programme est d'obtenir des marchés supplémentaires, dans les domaines civil et militaire, pour des avions Boeing-707 équipés du réacteur franco-américain. Les essais en vol du nouvel avion devraient commencer en 1979.

Selon les constructeurs, le réacteur CFM-56, qui a déjà accumulé plus de deux mille trois cents heures d'essais au banc et doit commencer des essais en vol dans le courant de février, apporte de meilleures performances au décollage, une réduction très sensible du niveau de bruit, une consommation de carburant inférieure de 20 % et un rayon d'action accru.

Le nouvel avion répondrait au besoin exprimé par des compagnies (Air France, Lufthansa et TWA) d'un avion long-courrier de 160 à 180 places, pour des liaisons de l'ordre de 9 000 à 11 000 kilomètres.

INDUSTRIE

Siderurgie

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de France et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France, Société centrale de Banque.

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.		la ligne	la ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76	L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04	"Placards encadrés"	34,00	38,99
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29	Bauble insertion	38,00	43,47
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08	"Placards encadrés"	40,00	45,76
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
fabriquant des biens de grande consommation.
Région Nord-Est

Effectif 1.800 personnes
recherche

RESPONSABLE SÉCURITÉ

Age minimum 30 ans
qui aura chargé des services Sécurité et Incendie
de l'animation du S.S.B. de l'usine.
Ce poste comprendra à une personne de bon
contact humain et ayant eu des responsabilités
dans un service d'entreprise.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous n° 565-528 M à
RÉGIE-PRESS, 85 bis, r. Beaumour, Paris-20, fr.

DAME SÉRIEUSE
pour aider au ménage.
Très bon salaire, non nourrie,
avec logement meublé, confort-
able, très indépendant.

Très bonnes références exigées.
Ecrire de façon détaillée à :
M.B. PUBLICITE L.M., 71, rue
du Louvre, 75001 Paris, qui tr.

secrétaires

Stenodactylos

CABINET AVOCATS
recherche d'urgence

UNE PARFAITE
STENOGRAPHE

bil. angl., franc., 1^{re} langue
anglais, ayant exp. Quartier
Champs-Élysées. Tél. 225-31-64.

information
emploi

COMPTABLES
TROUVEZ

UN BON EMPLOI
grâce aux conseils E.P.A.

— les petites annonces —
— les insertions rentables —
— le C.V. efficace —
— le dossier convaincant —
— la lettre individuelle —
— l'entretien positif, etc.

Structure d'emploi par
STUDIOS POUR AVANCEMENT
E.P.A., 4, rue Petit-Champs,
75001 PARIS.

cours
et leçons

MATH. Ratnapour, prof. exp.
Pr. modér. T. 276-77-77.

enseignement

APPRENTISSAGE
EN ALLEMAGNE

Freemurche-Institut
MAWIZZI

Cours permanents
Cours de vacances
Cours intensifs

Prière de demander
des prospectus
D-400 Heideberg
Wilhelm-Blum-Str. 12/14.

demandes
d'emploi

Étudiants en langues
Suisse, 22 ans, ch. place chez
une famille française comme
gouverneur pendant les vacan-
ces du 22 mars au 22 avril 77.
Ruth Blücher, Wuppertal,
11, CH-5006 ZUHRICH.

autos-vente

MERCEDES 200 AUTOMAT.
11.000 km, 2000 cc, 2000 cc, 2000 cc.
Prix à débattre. Tél. 407-51-73.

travail
à domicile

Demande
Secrétaire Post. mach. Electr.
rech. tous travaux manuscrits,
typage, etc. Expérience ban-
que, comptabilité, travail so-
igné et rapide. Mme Delaney,
Téléphone 1-401-57-72.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Hausse du deutschemark et du yen

Très calmes, les marchés des changes ont été un peu plus agités cette semaine. Les propos d'un conseiller officiel du président Carter, préconisant une réévaluation de 10 % du deutschemark et du yen, ont provoqué une hausse appréciable de ces monnaies par rapport au dollar, tandis que la livre sterling fléchissait à la veille du week-end sur l'éclatement d'un conflit entre les syndicats et le gouvernement britannique.

Les premiers jours furent assez calmes, jusqu'à ce que M. Lawrence Klein, professeur à l'université de Pennsylvanie, principal conseiller économique du président Carter pendant sa campagne électorale, ait effectivement conseillé officiellement de la Maison Blanche, ait déclaré mardi soir devant une commission mixte du Congrès que l'Allemagne fédérale et le Japon devraient réévaluer leur monnaie de 10 %, tout en stimulant leurs propres économies. L'effet d'une telle déclaration, venant de la bouche d'un homme très proche du président des États-Unis, ne devait pas se faire attendre. C'est à Tokyo que la réaction fut la plus vive : le yen monta immédiatement par rapport au dollar, qui perdit deux points d'un coup à 285 yens et tomba à son plus bas cours depuis deux ans.

À Francfort, le deutschemark fut moins sensible, le dollar revenant seulement de 241,30 DM à 240,40 en fin de semaine, après avoir atteint 240,10 DM la veille. Le deutschemark fut donc le plus stable des deux monnaies.

Certes, des démentis officiels ont immédiatement été apportés, mais dans des termes qui laissent place à l'ambiguïté. À Tokyo, M. Yoshinori Yoda, président de la Banque du Japon, a exprimé sa surprise : « Comment pouvait-on officiellement réévaluer une monnaie qui fléchit ? ». Mais, très significativement, les achats de dollars par le Japon ont repris, ce qui n'est pas sans conséquence sur le marché des changes.

Or les économistes de la Citybank à Londres ont calculé que si la réévaluation de 10 % des monnaies allemande et japonaise était effective, cela entraînerait une hausse de 10 % du dollar par rapport au deutschemark et au yen. Ce qui, à son tour, entraînerait une baisse de 10 % du dollar par rapport au franc.

De son côté, M. Oskar Emminger, vice-président de la Bundesbank, a déclaré s'en tenir à la doctrine du flottement « pur », tout en reconnaissant les « mouvements erratiques ».

Les propos de M. Klein ne peuvent pas être considérés comme une menace de réévaluation des monnaies allemande et japonaise, mais ils ont eu un effet sur le marché des changes.

Le franc français a été relativement stable, le dollar revenant de 241,30 F à 240,40 en fin de semaine, après avoir atteint 240,10 F la veille. Le franc français fut donc le plus stable des deux monnaies.

Le yen japonais a été le plus sensible, le dollar revenant de 285 yen à 284,10 en fin de semaine, après avoir atteint 283,10 yen la veille. Le yen japonais fut donc le plus instable des deux monnaies.

Le deutschemark allemand a été le plus stable, le dollar revenant de 241,30 DM à 240,40 en fin de semaine, après avoir atteint 240,10 DM la veille. Le deutschemark allemand fut donc le plus stable des deux monnaies.

Valeurs à court terme

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés financiers

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés boursiers

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de matières premières

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits agricoles

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits industriels

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de consommation

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de construction

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de transport

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de santé

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de loisirs

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de culture

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

Marchés de produits de sport

	12 fév.	13 fév.
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00
100 F de Trésor	100,00	100,00

L'immobilier

appartements vente

LUXEMBOURG

Magnifique 7 pièces de 210 m²
dans immeuble de haut standing dominant sur
les jardins de Luxembourg avec vue plein sud.
Possibilité pour profession libérale.

Prix : 1.100.000 francs.
Sous chiffre 075 515 1001 Pissal
Publicité S.A., case postale, 1002 LAUSANNE.

Paris droite

BEAUBOURG, 64 DUPLEX,
imm. bourgeois,
cœur, vue rare, 252-57-77.

TEMPLE, Prox. BEAUBOURG,
4 p., spacieux, 20 m. sq/m²,
Possibilité pour profession libérale.
110 m², à saisir, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.
Maurice, 2 p., 20 m. sq/m²,
à louer, 252-57-77.

10^e Parc des Princes, 131, boul.<

